

fenêtres s/ cours

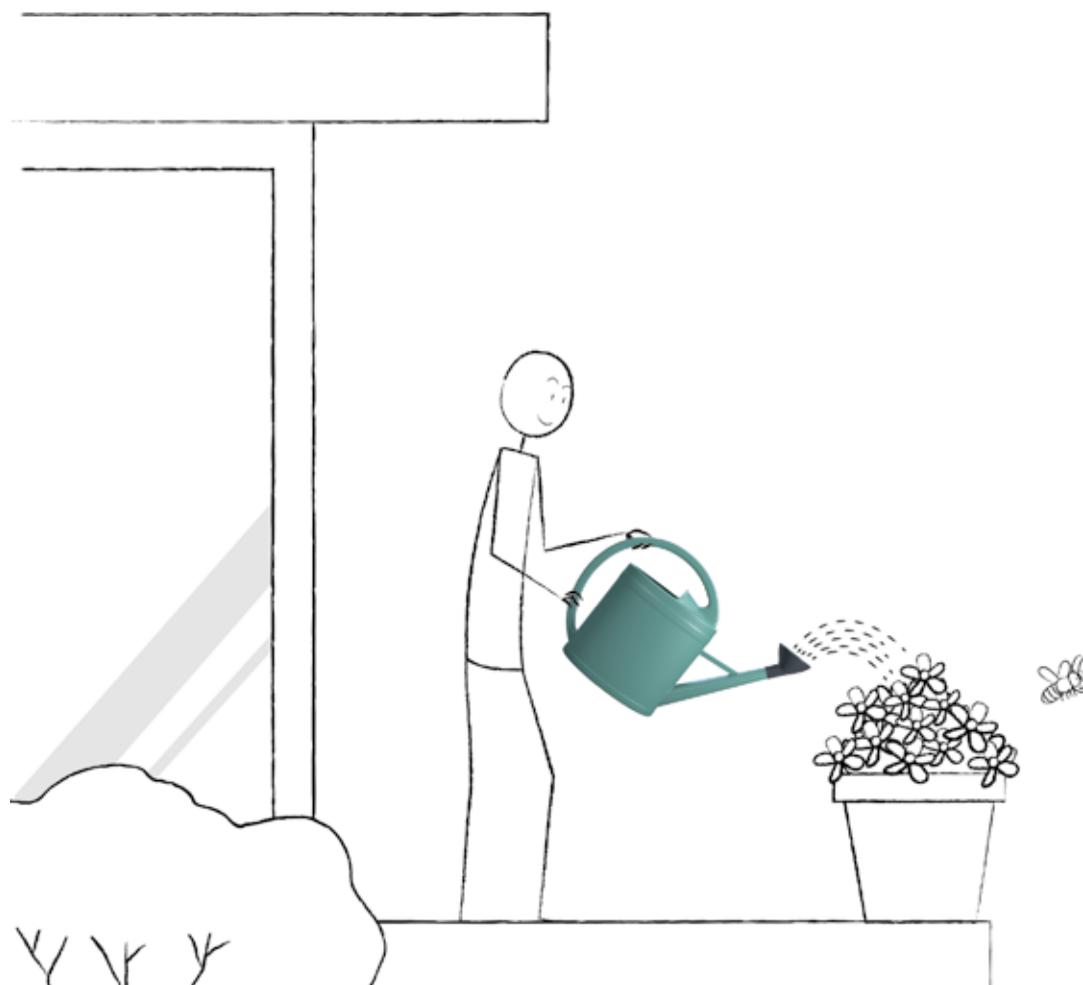
13 novembre 2018 / Numéro 451

Le journal du SNUipp-FSU

interdit de
me gronder

Ces élèves qui bousculent l'école

Pourquoi épargner pour soi ne servirait pas aussi aux autres ?



À la MAIF, on préfère l'épargne quand elle est solidaire.
Découvrez comment donner du sens à votre épargne sur maif.fr
On a tout à gagner à se faire confiance.

MAIF - Société d'assurance mutuelle à cotisations variables - CS 90000 - 79038 Niort cedex 9.
Filia-MAIF - Société anonyme au capital de 114337500 € entièrement libéré - RCS Niort: 341 672 681 - CS 20000
79076 Niort cedex 9. Entreprises régies par le Code des assurances.



assureur militant

12 dossier

Ces élèves qui bousculent l'école

Ils n'entrent dans aucune statistique. Pourtant les enfants au comportement perturbateur sont bien présents dans la classe. Comment faire avec eux ?



5 **l'enfant**
Incredibles minots!

6 **actu**
Renforcer notre pouvoir d'agir/8 Soutien au Cnesco
/9 Trois questions à Marc Bablet

10 **grand angle**

À Tourcoing, tisser du lien, tout un métier

À la ZUP Bourgoigne, écoles et associations œuvrent chaque jour à maintenir le dialogue dans l'attente de la rénovation urbaine.



22 **métier&pratiques**



Quelle direction pour l'école ?/ 23 Trois questions à Claude Bourse/ 25 Reportage : 14-18 dans le 19^e/ 29 Questions-réponses/ Changer de département.

30 **lire/sortir!**
Elzbieta, l'enfance en partage

34 **interview**
Éric Debarbieux
« Violence : ne pas être seul »

33 **société**

Retraite : le travail à l'infini

éditorial

Avis de tempête

Avant même que le mouvement #Pas-DeVagues fasse des remous, nous avons décidé d'aborder dans *Fenêtres sur cours* la question des élèves au comportement dit perturbateurs car, en se gardant de généraliser, il ne faut pas nier que des situations de crise viennent percuter notre métier. C'est dans la solitude de la classe que nous devons trouver une réponse d'urgence puis collectivement, des réponses à plus long terme. Mais qui veut-on rassurer en mettant un flic au fond de la classe ou en relançant les centres éducatifs fermés ? Le ministre, comme pour le reste, trouve des réponses populistes et simplistes qui naviguent en surface sans interroger le fond. Les mesures préconisées se traduisent par un désengagement du travail éducatif et font reporter sur les enfants et leurs familles les conséquences d'un système qui exclut. Comment trouver sa place quand le cadre de vie et l'accompagnement se délitent : classes trop chargées, rased amoindris, services sociaux et de santé réduits ? L'argent consacré aux centres fermés serait mieux employé à de la prévention, à de la formation des enseignants y compris à des gestes professionnels qu'il faut réinventer, au développement du travail collectif et en équipes pluri-professionnelles, à des moyens de partager avec les familles les attendus de l'école.



QUI VEUT-ON RASSURER EN METTANT UN FLIC AU FOND DE LA CLASSE ?

Difficile dans les classes de convaincre que les règles et l'autorité soient justes quand dans le même temps, nos gouvernants, par l'indulgence qu'ils portent aux uns et le mépris aux autres, démontrent que la démocratie n'est plus protectrice pour les plus démunis. Et cela, comme nous l'observons ici ou là, n'est pas politiquement sans danger.

Difficile dans les classes de convaincre que les règles et l'autorité soient justes quand dans le même temps, nos gouvernants, par l'indulgence qu'ils portent aux uns et le mépris aux autres, démontrent que la démocratie n'est plus protectrice pour les plus démunis. Et cela, comme nous l'observons ici ou là, n'est pas politiquement sans danger.

FRANCETTE POPINEAU

FENÊTRES SUR COURS Hebdomadaire du syndicat national unitaire des instituteurs, professeurs des écoles et PEGC

128 boulevard Blanqui 75013 Paris, tél. : 01 40 79 50 00, fsc@snuipp.fr **DIRECTEUR DE LA PUBLICATION:**

Régis Metzger **RÉDACTION:** Francis Barbe, Lilia Ben Hamouda, Laurent Bernardi, Mathilde Blanchard, Laurence GaiFFE, Pierre Magnetto, Arnaud Malaisé, Jacques Mucchielli, Francette Popineau, Virginie Solunto

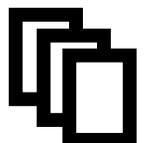
CONCEPTION-RÉALISATION: NAJA www.naja.paris / éditoriale : NAJApresse, graphique : Susanna Shannon pour NAJA

IMPRESSION: SIEP Bois-le-Roi **RÉGIE PUBLICITÉ:** Mistral Media,

12 rue Lafayette 75015 Paris, tél. : 01 40 02 99 00 **PRIX DU NUMÉRO:** 1 euro **ABONNEMENT:** 23 euros

ISSN 1241 0497 / CPPAP 0420 S 07284. Adhérent du syndicat de la presse sociale

Joint à ce numéro, un supplément élections professionnelles





Nina, Professeure des écoles dans l'Yonne,
représentante du personnel, SNUIPP-FSU

Nina n'aura jamais
de super pouvoirs
pour défendre les
innocents.

**Mais elle usera de
tous ses pouvoirs
pour vous défendre
au quotidien.**



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

Emilie n'aura jamais
des millions de
followers.

**Mais elle sera
toujours à suivre
pour ses conseils.**



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**



Emilie, Professeure des écoles dans
le Maine-et-Loire, représentante du
personnel, SNUIPP-FSU

Incevables minots !

Décidemment, ils ne sont jamais fatigués ! Qui n'a jamais fait ce constat après une journée de classe ou de sortie sportive avec des élèves de primaire ? C'est ce qu'a tenté de démontrer une équipe de l'université de Clermont-Auvergne, menée par Sébastien Ratel spécialiste en physiologie de l'exercice. Le but de l'étude publiée en avril dernier, était de déterminer si les enfants prépubères sont métaboliquement comparables à des athlètes et si cela se traduit par des taux de fatigue similaires. Les scientifiques ont donc organisé des exercices physiques intensifs chez des garçons âgés de 8 à 12 ans, des adultes non entraînés et des athlètes masculins habitués aux séances intensives

d'athlétisme, de cyclisme et de triathlon. Ils leur ont demandé de réaliser des sprints à vélo et des courses à pied sur de courtes distances afin de mesurer la fréquence cardiaque, la consommation d'oxygène et la concentration d'acide lactique dans le sang. Et bien, malgré leurs plus petites jambes, les enfants sont beaucoup moins fatigables que les adultes non entraînés et aussi résistants à la fatigue que les athlètes endurants.

UNE MEILLEURE RÉCUPÉRATION

Mais ce qui a surpris le plus les chercheurs, c'est la capacité de récupération des enfants qui se remettent beaucoup plus vite que les grands sportifs.

AUSSI RÉSISTANTS QUE LES ATHLÈTES

« La fréquence cardiaque se normalise plus rapidement chez les enfants que chez les adultes non entraînés ou bien entraînés, et ils éliminent plus vite le lactate », souligne Sébastien Ratel. Cet

avantage leur permet de retarder l'apparition de la fatigue et de récupérer plus rapidement. Le secret de l'énergie des enfants serait donc dans leur « capacité aérobie » qui correspond au débit maximal d'oxygène consommé lors d'un effort. Mais tout cela ne dure qu'un temps, car la puberté va entraîner un changement physiologique et musculaire qui va générer plus de fatigue et une récupération plus longue, chez les adolescents.

LAURENT BERNARDI

TOUJOURS SELON L'OMS, ENVIRON 91% DES HABITANTS DE LA PLANÈTE RESPIRENT UN AIR POLLUÉ, CE QUI ENTRAÎNE QUELQUE 7 MILLIONS DE DÉCÈS CHAQUE ANNÉE.

C'EST SELON L'OMS LE NOMBRE D'ENFANTS QUI MEURENT CHAQUE ANNÉE DANS LE MONDE À LA SUITE D'INFECTIONS AIGÜES DES VOIES RESPIRATOIRES.

6000000



© Millerand/NAJA

UNE PHYSIOLOGIE ultra-performante

Renforcer notre pouvoir d'agir

Parce que la profession a bien compris qu'elle ne pourra compter que sur sa force collective, le SNUipp lance un appel sous la forme d'une tribune, afin de revaloriser *le pouvoir d'agir* des enseignantes et des enseignants.

Ainsi donc faut-il (encore) rétablir l'autorité à l'école... Voilà une musique qui manquait au calendrier de la communication ministérielle. Il ne s'agit pas, bien sûr, de nier les situations de violence qui peuvent exister au sein des classes, y compris à l'école primaire. Mais qu'en est-il de cette autorité auprès de l'opinion publique et des élèves qui la fréquentent quand le ministre passe son temps depuis 18 mois à dénigrer les programmes, les méthodes de lecture, et à remettre en cause la professionnalité enseignante ? L'autorité à l'école ne peut reposer sur le seul uniforme dans les classes qu'il soit porté par les élèves ou par un policier. L'autorité dont a besoin l'école, c'est d'abord et avant tout celle qui consiste à

redonner du *pouvoir d'agir* aux personnels qui la font vivre au quotidien. C'est tout le sens de l'appel* lancé, comme un cri d'alerte, par le SNUipp-FSU lors de son Université d'automne pour affirmer « *qu'enseigner est un métier de conception* » qui ne peut se satisfaire de « *directives prenant la forme de "bonnes pratiques" ou de "recettes magique"* ». Une profession qui, forte de convictions comme celle du principe du « *toutes et tous capables* », est toujours prête à réfléchir aux contenus didactiques, à la relation pédagogique, mais qui réclame pour cela, rappelle le texte, « *une formation régulière et ambitieuse, qui croise toute la recherche sous forme d'allers et retours entre la pratique et la théorie, qui permette de prendre en*



compte la diversité des élèves et de se confronter à d'autres manières d'enseigner».

GARDER LA CONFIANCE

Et les enseignants ont bien compris que s'ils devaient garder confiance c'est dans leur capacité à innover, à imaginer, à transformer les apports de la recherche. Et pas dans la logorrhée ministérielle qui ressemble de plus en plus au regard de Kaa dans *Le livre de la jungle* et qui ne se traduit surtout pas en actes comme en témoignent le budget de l'école et les orientations de la politique ministérielle. Que dire enfin de cette pseudo-concertation organisée sous la forme de devoirs de vacances sur les repères annuels des programmes annoncée par mail avant la

pause automnale ? Décidemment, la grève du 12 novembre à l'appel des fédérations de l'Éducation nationale a pris tout son sens dans ce contexte de dénigrement de la professionnalité enseignante. Gageons que les enseignantes et les enseignants sauront également se mobiliser massivement lors des élections professionnelles pour choisir les représentants de la profession qui ont besoin de recueillir la plus grande participation. Car ce sont eux qui consultent, informent, aident, conseillent et veillent à un traitement équitable et à des décisions en prise avec le terrain. Sinon, qui d'autre ? LAURENT BERNARDI

* REJOINDRE L'APPEL SUR
POUVOIR-D-AGIR.SNUIPP.FR



opinion

MARIE-ALETH GRARD VICE-PRÉSIDENTE D'ATD QUART MONDE, MEMBRE DÉMISSIONNAIRE DU CONSEIL SUPÉRIEUR DES PROGRAMMES



« J'ai décidé de quitter le CSP, car il n'y avait plus de discussions ni d'échanges possibles en son sein. La nouvelle

présidente ne souhaitait pas que nous échangions nos idées dans cette instance mais que nous soyons une sorte de chambre d'enregistrement des demandes du ministre. Or la richesse du CSP, c'était justement sa composition avec des membres d'horizons très différents, divers spécialistes et des représentants de la société civile qui ont énormément enrichi les débats. Ils ont tous beaucoup travaillé et chacun a pu apporter son domaine de connaissances particulier. Dans la forme du travail, nous prenions nos dispositions pour voir comment travailler sur un sujet. Qui allions-nous auditionner ? À qui allions-nous demander de travailler plus particulièrement sur tel et tel point parce qu'il nous fallait un éclairage ? Ces questionnements, ces allers-retours avec des professionnels très divers étaient essentiels pour réussir à écrire des programmes qui prennent en compte les enjeux de notre temps. Et pour moi qui suis auprès des familles pauvres je considère qu'il faut accorder une grande attention à ces questions. »

PROPOS RECUEILLIS

PAR L.B.



Soutien au Cnesco

« Le projet de loi pour l'école de la confiance prévoit la suppression du Conseil national d'évaluation du système scolaire (Cnesco), pourtant chargé d'une évaluation indépendante de l'école. Nous, acteurs de l'école, voulons témoigner du besoin de cet espace d'échanges autour d'évaluations indépendantes du temps politique, soucieux de nos questionnements et enrichi par la recherche. »
 Professionnels de

l'éducation, parents, représentants des collectivités locales et d'associations, élus et citoyens, lancent une pétition pour protester contre la disparition programmée du Cnesco. Le texte souligne l'importance de ses travaux, des ressources qu'il met au service de la communauté éducative pour faire avancer l'école et progresser les élèves. La pétition sera adressée au ministre de l'Éducation nationale.
À SIGNER SUR SNUIPP.FR

Cacher ces rapports que je ne saurais voir...

D'après une info du *Café pédagogique*, 48 rapports des inspecteurs généraux sur 57 à paraître, sont restés dans les placards, soit 84% d'entre eux. Parmi les thèmes abordés par les IG, les programmes de maternelle, l'entrée dans le métier ou le remplacement. Le ministre a choisi de ne pas les rendre publics sans expliquer pourquoi. Aurait-il peur qu'ils ne valident pas sa politique éducative ?

Une Fonction... de moins en moins publique

Le Premier ministre a dévoilé lundi 29 octobre une série de mesures de la future réforme de la Fonction publique annoncée pour début 2019. Derrière cette « stratégie » pour un « État efficace » il s'agit surtout de supprimer 120 000 postes de fonctionnaires, un levier pour réduire de trois points de PIB la dépense publique d'ici à 2022. La volonté du

gouvernement de pousser vers le privé nombre de fonctionnaires l'amènera à créer d'une agence de reconversion et un plan de départs volontaires avec prime et chômage. De nombreux autres postes seraient économisés grâce à l'objectif 100% de services en ligne. Alors que 20% des emplois dans la Fonction publique sont déjà occupés par des non-titulaires, la casse du

statut ira en s'accéléralant, Olivier Dussopt, secrétaire d'État, ayant rappelé la volonté du gouvernement « d'étendre largement le recours au contrat ». Si une modification de l'avancement de carrière n'est pas retenue « pour l'instant », le gouvernement a réaffirmé son intention d'augmenter la part du mérite dans les rémunérations. La FSU dénonce « un système aléatoire, discriminant et totalement entre les mains des employeurs ».

Focus

RÉFORME DE LA FORMATION INITIALE

Le gouvernement a annoncé les pistes retenues pour la réforme de la formation initiale. Il envisage des contrats de préprofessionnalisation qui mettraient en responsabilité des étudiants qui pourraient être répétiteurs dès la L2 ou remplaçants dès le M1. Puis la modification de la place du concours pour le premier degré avec l'admissibilité en L3 et l'admission en M2. Pendant ces deux années les admissibles ne seraient plus stagiaires mais contractuels-enseignants. Donc, des étudiants à moindre coût, face aux élèves une formation professionnelle au rabais et un risque d'échec plus grand aux études et au concours, ce qui reviendra à constituer un vivier de contractuels. Le troisième point concerne un resserrement autour des « fondamentaux », dans les maquettes de formation. Une négation de la complexité du métier d'enseignant. Enfin la mise au pas des Espé, pilotés directement par le ministère, qui en nommera les directeurs, dont la place des formateurs propres est menacée.

Maternelle: forum au programme

Alors que les résultats des tests de début CP ne sont pas très brillants puisque non adaptés aux savoirs des élèves et que l'instruction devient obligatoire dès trois ans, tout laisse présager une

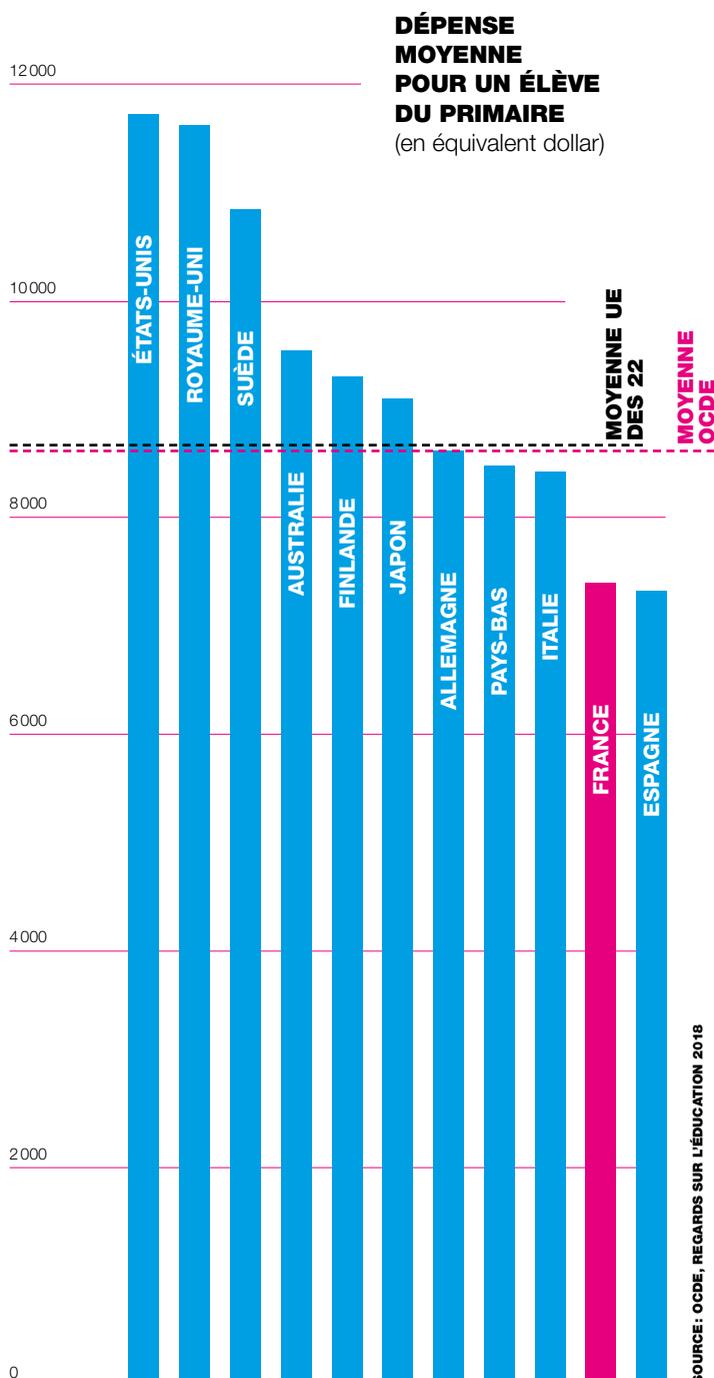


© Millerand/NAJJA

révision des programmes de maternelle. Avec la crainte d'un retour à une formalisation scolaire et une course à la performance. C'est dans ce contexte que se déroulera le 17 novembre un forum co-organisé par le SNUipp dédié aux enjeux de l'école maternelle.

L'école sous-investie

La dépense globale consacrée à l'école est plus faible en France que dans la plupart des pays comparables.



«POLITIQUE LIBÉRALE»



Marc Bablet responsable de l'éducation prioritaire au ministère jusqu'en septembre dernier.

1. VOUS AVEZ QUITTÉ LA DGESCO. QUE REDOUTIEZ-VOUS ?

Le travail conduit par la DGESCO au moment de la refondation a été remis en cause dès l'arrivée du ministre actuel pour une politique libérale de l'éducation. Il prône l'individualisation sans la réflexion sociale et pédagogique, indispensables si l'on veut du concret pour les enfants des quartiers populaires. Il parle beaucoup des inégalités mais il renonce aux semaines sur cinq jours, au « Plus de maîtres », à l'accueil des moins de 3 ans et met en place les CP à 12 trop vite. Je ne me reconnaissais pas dans cette vision de l'école.

2. LE MINISTRE A ANNONCÉ LE GEL DE LA CARTE DE L'EP EN 2019 ET UNE RÉFORME GLOBALE POUR 2020. POURQUOI SELON-VOUS ?

Par principe, il se refuse à faire ce que ses prédécesseurs ont prévu mais c'est aussi qu'il n'est pas en capacité d'assumer politiquement une révision de la carte. La précédente réforme a

construit une carte de l'EP en s'appuyant sur un travail national et de terrain exigeant. Ces choix étaient assumés politiquement. On va sans doute aussi encourager les solutions individuelles comme les internats d'excellence. Le code de l'éducation rappelle que tous les élèves peuvent apprendre et progresser, que l'école lutte contre les inégalités sociales pour l'égalité des chances et la réussite de tous. C'est cette politique éducative qu'il faut porter.

3. LA COUR DES COMPTES PRÔNE LA FIN DE LA LABELLISATION DE L'EP ET DE NOUVEAUX CRITÈRES D'AFFECTATION DES MOYENS...

Le rapport propose principalement la progressivité de la labellisation et de l'allocation. Un premier niveau avec les soixante cités éducatives, puis REP+, REP etc. Ce qui reste une forme de labellisation qui me semble indispensable pour que l'institution porte une véritable priorité à ces territoires. Ce rapport encourage aussi la compétition entre enseignants avec l'indemnité individuelle. Le constat du problème de la qualité du remplacement en EP est intéressant. Le ministre pourrait s'en emparer dès maintenant en proposant une mesure « pragmatique » à ce sujet. Il y manque la question pédagogique, c'est dommage. PROPOS RECUEILLIS PAR LILIA BEN HAMOUDA

À Tourcoing, tisser du lien, tout un métier

À la ZUP de la Bourgogne, quartier prioritaire de l'ancienne cité textile, écoles et associations œuvrent chaque jour à maintenir le dialogue.

Pas de tours à perte de vue dans la ZUP de la Bourgogne, quartier nord de Tourcoing (59) mais des constructions en brique de un à quatre étages, quelques maisons et une verdure omniprésente. À sa construction dans les années 60, le quartier s'est même rêvé cité idéale comme de nombreuses villes nouvelles de l'époque. S'y installent les jeunes couples de toutes origines sociales, « *Des professeurs, des médecins, c'était le must ici* », se souvient Salim Achiba, adjoint à la vie associative, « *les logements étaient de haut standing, avec salle de bains. Il y avait une ambiance de village* », ajoute Alain Mezrag, travailleur social et ancien élu. Les usines textiles tournent à plein régime et nécessitent une main d'œuvre importante venue de toute la France mais aussi de Pologne et du Maghreb. Puis, comme ailleurs, les crises pétrolières puis les délocalisations font des ravages. L'emploi s'en va et les populations restent. Plus de 7 000 habitants encore aujourd'hui. Le chômage s'installe, 44% de la population du quartier le subit de plein fouet avec « *le désespoir et la rage qui vont avec* », appuie Alain Mezrag. Les commerces et les classes moyennes et supérieures partent. *La Redoute* et les tissages *Lepoutre* laissent derrière eux des friches, vastes paquets de brique à l'abandon.

POPULATION JEUNE

Peu à peu la Bourgogne se ghettoïse. Sur le terrain de la pauvreté, progressive-

ment, délinquance et vandalisme viennent noircir son image. À la mixité d'origine succèdent des phénomènes de « *repli communautaire* », témoigne un travailleur social. Dans ce contexte, le chantier de la mosquée sur la place génère des questions, « *Les femmes nous demandent quelle sera la future obéissance* », rapporte Harold George, directeur du centre social. Cet été, la mort d'un jeune a échauffé les esprits et un hommage rendu dans son ex club de foot l'ASBT, avec femmes d'un côté, hommes de l'autre, a conduit au gel des subventions municipales car, « *la confiance était rompue avec le président* », commente Salim Achiba. Depuis le président a changé et le club repart sur de nouvelles bases. Une bonne chose car les structures sportives sont essentielles dans le quartier.



ANRU 2. La ZUP tourquennoise a été retenue parmi les 200 projets du Nouveau programme national de renouvellement urbain dit « ANRU 2 ». Le précédent a concerné d'autres quartiers de la ville, comme Belencontre pour 250 millions d'euros. D'ici à 2027, l'objectif est d'« *ouvrir le quartier et le rendre plus attractif* », le « *reconnecter* » au centre via la percée d'une Grande allée, de diversifier l'habitat, réorganiser les écoles et créer une halle commerciale. Sur les 2 400 logements, 1 300 seront détruits et un millier réhabilités. Les premières « *déconstructions* » sont prévues en 2020, avec trois offres de relogement pour les locataires.



UNE GRANDE ÉCOLE DE PLAIN-PIED VERDOYANTE, une équipe soudée et un important travail avec les familles font de l'école Camus l'un des oasis du quartier.

La population est la plus jeune de la ville, plus de 40% de moins de 25 ans. «*Des parents récemment arrivés en France, ne parlent pas français*», note Nathalie Willemetz, directrice de la maternelle Claudel qui a déployé une communication adaptée, «*Le cahier de liaison, ce n'est pas la peine. Nous construisons des affiches imagées avec les enfants puis nous réexpliquons à l'oral*». Même travail de fond à l'école Camus qui porte ses fruits : «*L'équipe est stable, soudée*», insiste Yves-Marie Jadé, secrétaire départemental du SNUipp, «*Les familles nous connaissent, dès qu'il y a une tension, on se parle*», explique Marie Prodeo, directrice de l'élémentaire depuis vingt ans. Café des parents, invitation en classe contribuent à expliciter le rôle de l'école et à détendre les relations.

QUEL IMPACT POUR LES ÉCOLES ?

Ce qui préoccupe les écoles, toutes en Rep+, c'est l'impact de la rénovation urbaine à venir. Pour la maternelle Chateaubriand, c'est clair : «*L'école sera détruite, elle est sur le trajet de la future Grande allée*», regrette la directrice Aurélie Colette, «*C'est dur pour tout le monde et on manque d'informations*». Même impression écoles Claudel ou Descartes : quid des destructions ? Quelle baisse des effectifs puisque 30% des logements se feront hors du quartier et autant hors de la ville ? Ce n'est pas auprès de la mairie que l'on obtiendra des précisions. L'adjoint à la Rénovation urbaine ne répond pas aux questions. Il faut rejoindre une assemblée de quartier vendredi soir pour observer d'un côté les officiels en costume maniant la novlangue urbanistique : «*déconstructions*» et autre «*nouvelle polarité commerciale*». De l'autre : un maigre public populaire préoccupé de savoir quand et où il sera relogé, pour quel loyer. «*L'ANRU c'est bien mais cela va surtout déplacer la misère*», commente Marie-Odile Vautrin, présente à chaque réunion. La population de la Bourgogne est la plus démunie de la ville, 7 000 € de revenu médian annuel et près de 60% sous le seuil de pauvreté. «*Sur les sept critères de vulnérabilité de l'observatoire Compas-Tis**, le quartier en réunit cinq, dont le nombre d'enfants ou le type de logement», précise Harold George. Face à ces familles fragilisées, le CS développe tout une série d'actions aux finances de plus en plus serrées. «*Le lien avec les familles se fait au centre social. Quand il y a des tensions, on trouve les mots pour apaiser*», ajoute Sabria Mekhannene, jusqu'à il y a peu coordinatrice de l'accompagnement scolaire. D'autres associations comme Objectif emploi offrent un espace «*pour accueillir et prendre le temps d'écouter les gens*», explique son président Yannick Kabuika qui participe aussi avec les habitants au «*plan d'accompagnement au changement*» prévu par l'ANRU. «*Les gens souhaitent une salle polyvalente car il n'y a nulle part pour se réunir*». Prévue à l'origine du quartier, elle n'a jamais vu le jour, comme d'autres équipements, rappelle Alain Mezrag : «*Où est la place de l'humain, du mieux vivre ensemble ? Tout cela ne sert à rien si on ne réfléchit pas à un projet social partagé à court, moyen et long terme*». LAURENCE GAIFFE

* spécialisé dans les politiques publiques locales.

Focus

BUDGETS EN BERNE

D'année en année les finances des associations du quartier sont plus serrées. Le centre social prévoit cette année un léger déficit et, faute de clarté sur les budgets alloués, il cesse, comme les autres structures de la ville, l'action-phare «*Diapason*» d'accompagnement scolaire. Il perd également ses contrats aidés, dont les emplois avenir dédiés à la médiation avec les jeunes. Même constat dans d'autres associations comme «*L'école avec les parents*», beaucoup moins active depuis qu'elle a perdu sa salariée.

en bref

EN HAUT DE LA FRICHE

Le site de l'ancien tissage *Lepoutre* devrait devenir un «*pôle d'excellence économique*», siège de nouvelles sociétés. Les urbanistes ont compris ces dernières décennies la force architecturale des anciens sites industriels du Nord, longtemps laissés à l'abandon voire détruits. Certains sont devenus lieux culturels comme la *Condition publique* à Roubaix ou musées : les *Archives du monde du travail* aux allures médiévales avec son pont-levis.

PARTAGER LA MÉMOIRE

Bourgogne, terreau d'identités, mémoire partagée, tel est l'intitulé du travail sur la mémoire du quartier initié depuis 2013 par le centre social de la Bourgogne-Pont de Neuville avec les habitants et un sociologue de l'université Lille 1, Abdelhafid Hammouche. De nombreux témoignages ont été recueillis, à l'écrit et face caméra. Plusieurs films sont en cours de montage. Renseignements : **MEMOIREBOURGOGNETOURCOING@GMAIL.COM**

dossier

Ces élèves qui bousculent l'école





Ils n'entrent dans aucune statistique ni dans les dispositifs pour prendre en compte les élèves à besoins éducatifs particuliers. Pourtant, les enfants au comportement perturbateur sont bien présents dans la classe et laissent les enseignants désemparés. Comment faire avec eux ? Une question demandant à la fois des gestes professionnels et une plus grande implication de l'institution.

Ces élèves qui bousculent l'école

Pour qu'en mars dernier, le ministère se décide à publier le guide de « *prévention des risques professionnels confrontés à des situations difficiles avec des élèves à besoins éducatifs particuliers ou au comportement perturbateur* », il fallait bien que le problème ait pris une certaine ampleur. Depuis plusieurs années maintenant, le SNUipp et la FSU alertent l'institution à propos des difficultés à faire la classe de plus en plus fréquemment signalées par les PE, en raison de la présence dans leurs effectifs d'élèves au comportement perturbateur. Le guide constitue un premier signe de prise de conscience du ministère, mais ce n'est pas non plus la panacée face à une situation qui demande aussi la mise en œuvre de moyens en personnels, en formation et en accompagnement appropriés et demanderait moins d'effectifs par classe.

Si on parle de plus en plus de ces enfants perturbant la classe, ce n'est pas le fruit du hasard. Longtemps l'école s'est accommodée de l'image presque attendrissante du petit cancre. Il est vrai qu'à l'époque pas si lointaine que ça, celle des *Trente glorieuses*, échouer à l'école portait moins de conséquences qu'aujourd'hui (lire p. 16). Depuis, la musique a changé. La massification s'est conjuguée avec la volonté affichée de démocratisation quand l'école jusque-là était très tôt beaucoup plus sélective et élitiste. Les enfants d'aujourd'hui ne sont plus ceux d'hier, puisque la société a évolué.

LA CRISE QUI PASSE LES MURS DE L'ÉCOLE

Mais la massification n'est pas la seule responsable de la diversification des publics scolaires qui permet d'accueillir aujourd'hui des enfants qui jusque là restaient à la porte. La crise sociale, économique, culturelle qui sévit depuis de nombreuses années et singulièrement depuis 2008, a depuis longtemps franchi les murs de l'école. Décalés, agités, agressifs quelquefois, ces élèves perturbant la classe, empêchant parfois le maître de faire classe sereinement, ne sont pas rares. « *Les raisons qui peuvent expliquer que le comportement de certains*

enfants perturbe la classe ne sont pas une caractéristique intrinsèque à l'enfant », explique la psychologue et maître de conférence Florence Savournin. « *Ce qui caractérise l'enfant est qu'il se situe dans un contexte familial, social, scolaire, dans un rapport aux savoirs particulier. C'est ce contexte qui peut aider à comprendre* », précise-t-elle (lire p. 17). Comprendre ces élèves éloignés des normes scolaires est important. Mais faire avec dans sa classe et leur permettre d'entrer dans les apprentissages, l'est tout autant. Rien ne va de soi, il n'existe aucune recette toute faite, chaque situation est un cas particulier pour lequel il faut trouver des réponses et des pratiques adaptées, mettre en œuvre des gestes professionnels. Avec les personnels RASED, l'école pourrait mieux faire en accompagnement et en remédiation, mais avec le manque d'enseignants spé-

cialisés et de psychologues, cela devient très difficile. Évidemment, face à certaines pathologies l'école a ses limites. « *Mais des réponses du côté du collectif, de l'inter-métier, de la mise en place d'analyses de pratiques et de la formation doivent être recherchées* », conseille Florence Savournin.

PLUS FACILE À PLUSIEURS

À l'école maternelle Anatole France d'Antony dans les Hauts-de-Seine, l'équipe est confrontée chaque année à des élèves dits « éruptifs ». Le bureau de la directrice sert de sas de décompression quand les enfants sont trop en tension, un gros tigre en peluche y est installé sur lequel ils déchargent leur colère. L'important pour les maîtres est de « *rester fermes et exigeantes pour donner du cadre, mais, tout en créant les espaces de déchargement* » (lire p. 16-17).

JE FAIS INTERVENIR
LE 17^{ème} ESCADRON
DE GENDARMERIE ?





BRIZEMUR



ACCOMPAGNEMENT INSTITUTIONNEL LABORIEUX

Il en aura fallu du temps avant que le ministère se penche sur les difficultés professionnelles des enseignants au contact d'un élève perturbant la classe. Depuis nombre d'années, au sein des CHST, la FSU aura plus d'une fois tiré la sonnette d'alarme face à ce qui constituait un déni de la souffrance au travail des enseignants confrontés à ces situations. Ce n'est qu'en mars dernier que le MEN a publié un guide de «*prévention des risques professionnels confrontés à des situations difficiles avec des élèves à besoin éducatifs particuliers ou au comportement perturbateur*». L'institution prend progressivement conscience de la nécessité d'accompagner les PE. Mais le manque de personnels RASED, parfois de soutien hiérarchique, et surtout de formation ainsi que des effectifs toujours élevés dans les classes, maintiennent un accompagnement très en deçà des problématiques et besoins soulevés par les enseignants.

À l'école élémentaire Rugault à Sens dans l'Yonne, depuis son arrivée il y a un an, le directeur et l'équipe ont mis en place un protocole basé sur l'EMC qui permet d'apaiser les enfants perturbant la classe, comme les autres élèves (lire p. 18). Ce que montrent ces deux équipes, c'est qu'il existe des démarches qui fonctionnent, mais elles impliquent une réflexion et un travail collectif pour croiser les regards et s'enrichir de l'expérience des autres. Thierry Troncin, docteur en sciences de l'éducation précise les enjeux d'une telle approche. Il prône de réaliser collectivement «*une forme d'analyse de la pratique pour tenter d'identifier l'origine des comportements déviants répétés*» (lire p. 19). «*Ensuite, dit-il, on peut échanger sur les réponses que l'on a testées pour trouver celles qui deviennent communes. Cela permet de déculpabiliser et de sortir de la solitude.*»

“Les raisons qui peuvent expliquer que le comportement de certains enfants perturbe la classe ne sont pas une caractéristique intrinsèque à l'enfant. Ce qui caractérise l'enfant est qu'il se situe dans un contexte familial, social, scolaire, dans un rapport aux savoirs particulier. C'est ce contexte qui peut aider à comprendre.”

“A-normaux ?”

Dès sa création, l'école publique a tenté de chercher des réponses pour les élèves qui venaient perturber un espace scolaire qui n'avait pas été conçu pour eux.

« Idiots et inadaptés », « les anormaux de l'école », ainsi l'institution scolaire a-t-elle nommé ces élèves qui perturbent la classe, au cours de son histoire. Dès les prémices de l'école moderne chère à Jules Ferry à la fin du XIX^e siècle, la tendance à prendre en compte ces « indisciplinés » est avérée avec la création des classes spéciales. L'intention, même s'il s'agit d'une mesure discriminatoire bien éloignée de la notion actuelle d'inclusion, est bien de les accueillir à l'école, selon un principe d'éducabilité de tous les enfants. L'instauration d'une scolarisation obligatoire, qui plus est publique, gratuite et laïque n'y est sans doute pas étrangère. En 1909 c'est la création des classes de perfectionnement et même, d'un « Certificat d'aptitude à l'enseignement des anormaux ».

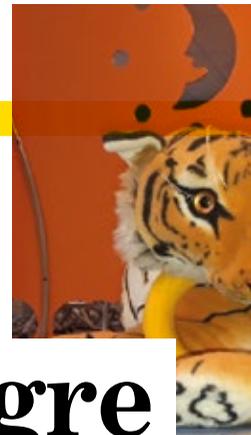
Mais qui sont ces « anormaux » ? La facilité conduit à les définir par comparaison avec le supposé bon élève, qui lui se reconnaît à sa capacité à intégrer et s'approprier les us de l'école, à participer à la vie de la classe et à entretenir des rapports sereins avec camarades et professeurs. L'élève dont il s'agit ici est tout en opposition. On est là bien loin de l'image d'Épinal du cancre d'autrefois, avachi au fond de la classe, près du radiateur été comme hiver. Comment cerner et accompagner au mieux ces élèves dans leurs apprentissages ? C'est là toute la difficulté du métier d'enseignant, qui doit faire tenir la classe coûte que coûte. Un enseignant souvent isolé, qui doit faire face à des difficultés qui le dépassent, pour lesquelles il n'est pas formé.

ANTONY (92)

Le tigre des chagrins et des colères

L'équipe de la maternelle Anatole France a mis en place un espace et des accessoires pour éponger les colères.

Son activité préférée c'est manifestement de grimper sur les meubles... Lysia* élève de PS de la classe de Laure Libert à l'école maternelle Anatole France dans le quartier des Baconnets à Antony dans les Hauts-de-Seine, expérimente tous les espaces en hauteur et retient ainsi l'attention de sa maîtresse qui sait qu'elle ne maîtrise pas encore le danger. Alors que les élèves démarrent leur journée de classe avec les ateliers d'accueil, Lysia, elle, « papillonne » de l'un à l'autre sans jamais réussir à se poser. L'enseignante intervient pour tenter de l'aider à se centrer sur une activité. Mais ni les constructions, ni les livres, ni même l'atelier de transvasement de marrons ramassés dans la cour en ce mois d'octobre ne semblent pouvoir retenir toute l'énergie de cette petite fille. Le temps du regroupement face aux tableaux pour effectuer les rituels journaliers demande lui aussi toute la professionnalité de l'enseignante pour réussir à conduire progressivement ces jeunes élèves à maîtriser le langage de structuration du temps et de l'espace. Lysia n'en est pas encore là et l'enseignante accepte qu'elle ne s'assoie pas avec les autres sur les bancs du regroupement. Mais il lui faudra, tout en menant sa séance, la surveiller comme le lait sur le feu. Aussi, quand l'équipe se retrouve dans la salle des maîtresses, les paroles vont bon train pour évoquer ce qui fait difficulté dans la classe.



3 QUESTIONS À...

« EN SOUFFRANCE »



Florence Savournin, maître de conférences à l'ESPÉ de Toulouse et à l'université Jean Jaurès.

l'école, il en souffre.

Les manifestations peuvent être silencieuses ou bien bruyantes et quand elles sont bruyantes, l'école en souffre aussi. Les enfants difficiles sont en difficulté et mettent à mal le système scolaire et les professionnels qui y travaillent.

1.

COMMENT EXPLIQUER DES COMPORTEMENTS D'ENFANTS QUI VIENNENT PERTURBER LA CLASSE ?

Le comportement de certains enfants qui vient perturber la classe ne trouve pas son explication dans une caractéristique intrinsèque à l'enfant. Ce dernier se situe dans un contexte familial, social, scolaire, dans un rapport aux savoirs particulier. Et c'est ce contexte qui peut aider à comprendre. D'une part, l'environnement familial peut être éloigné de la norme scolaire de référence ; pour l'enfant cela peut compliquer son inscription dans cette norme ou sa mise au travail. De plus, la famille a de nouveaux rapports à l'enfant : il y trouve aujourd'hui une place dominante : objet à satisfaire et dans le même temps, enjoint à réussir. Les instabilités du couple et la précarité professionnelle transfèrent sur l'enfant l'image de la réussite familiale et renforcent une demande de perfection. Enfin, le mythe de l'enfant post-moderne, décrit par le psychanalyste Marie-Jean Sauret, s'appuie sur une revendication de jouissance, souvent immédiate, ce qui entraîne des frustrations, des formes de gavage ou d'addiction qui peuvent inhiber le désir d'apprendre.

2.

PEUT-ON DIRE QUE CES ENFANTS SONT EN SOUFFRANCE ?

Globalement oui. Quand un enfant ne parvient pas à s'inscrire dans le lien social, à trouver sa place à

3.

COMMENT DISTINGUER DIFFICULTÉS À S'ADAPTER AU RÔLE D'ÉLÈVE ET TROUBLES DE COMPORTEMENT ?

L'interprétation en termes de troubles, qui tend à se généraliser, pose problème. Elle participe au fait que l'on retire l'expertise aux enseignants pour l'externaliser dans le domaine médical. Lorsque l'on travaille toute une journée avec un enfant, les connaissances sur ce dernier, sont tout autant conséquentes que celles du professionnel médical. Pour autant, la coopération avec les professionnels du médico-social et du soin est nécessaire. L'école ne peut pas répondre seule aux problématiques que présentent certains enfants. Il y a des enfants que les enseignants, dans leur classe, parviennent à limiter en leur proposant un cadre explicite, en leur permettant un accès aux savoirs et en construisant avec eux une relation sécurisante. Les enseignants s'appuient pour cela sur toute l'équipe de l'école, les collègues enseignants, le directeur, les enseignants spécialisés, le psychologue, l'AESH éventuellement. Et il y a des enfants pour lesquels les limites que peut poser l'école ne suffisent pas à ce qu'ils s'inscrivent dans le cadre scolaire, sur le plan des relations sociales ou sur celui des apprentissages. Il faut alors chercher des pistes de travail avec des professionnels extérieurs à l'école, dans le secteur médico-social et du soin.

ins ères

ÉRUPTION EN COURS

« Avec Nicolas* j'en étais arrivée à le ceinturer pendant que je faisais une séance de langage. Au début pour le contenir et protéger les autres mais ensuite je sentais que cela l'apaisait », raconte Cécile Cluchier, enseignante de GS en se souvenant de l'année difficile qu'elle a passé l'an dernier avec trois élèves très éruptifs. Un terme apparu récemment dans les discussions pédagogiques pour qualifier le comportement d'enfants qui « peuvent exploser à la moindre frustration ». Dans ce quartier classé prioritaire de la politique de la ville, l'équipe pointe aussi des locaux scolaires très peu adaptés aux besoins de mobilité de ces jeunes élèves. Alors on fait comme on peut et le bureau de la directrice sert parfois de salle de décompression pour les enfants qui en ont besoin. « On y a installé un énorme tigre qui permet de vider sa colère », racontent les enseignantes, « il est parfois étranglé, c'est impressionnant de voir ce que certains enfants portent en eux ». Un dispositif que l'équipe a mis en place l'an dernier après avoir sollicité l'aide de la circonscription et de la conseillère pédagogique en éducation inclusive. Elle les a d'abord rassurées, soutenues et ensemble elles ont travaillé à la mise en place d'activités de gestion des émotions. Des masques pour absorber les chagrins et la colère sont apparues et des techniques de communication non violente ont été échangées afin de permettre aux élèves de mieux verbaliser. « Rester fermes et exigeantes pour donner du cadre tout en créant les espaces de déchargement », une politique d'école que cette équipe cherche à mettre en œuvre malgré les difficultés du quotidien. *Les prénoms ont été modifiés.



© Millerand/NAJA

“Apaiser”

À l'école élémentaire Rigault de Sens, le climat scolaire est au centre des préoccupations des enseignants de cycle 3.

Dans cette école de cinq classes, les élèves jouent à la marelle, à chat sans jamais se disputer. Assez étonnant pour ceux qui ont déjà surveillé une récréation. Pourtant ça n'a pas toujours été le cas. À l'arrivée du directeur, Johann Goût, en 2017, « *le climat scolaire était détestable, avec des élèves de CMI qui faisaient preuve d'une grande violence, même sur le temps scolaire et qui ne reconnaissaient pas l'autorité des adultes* ». Alors avec Frédérique Sirvent, en charge de la classe de CE2/CM2, ils ont réfléchi à un protocole de prise en charge des élèves les plus perturbateurs. « *Il nous fallait réussir à trouver un dispositif qui permette d'apaiser tous les élèves, les perturbateurs mais aussi les autres, qui permette d'afficher une certaine sérénité face aux inquiétudes des parents mais aussi qui nous permette de nous distancier, de sortir du cercle de la sanction qui ne résout rien* ». Le parcours citoyen est né de cette réflexion. De quoi s'agit-il ? Lorsqu'un élève accumule plusieurs écarts aux règles du vivre ensemble : manquer de respect, frapper, voler... Il entame un travail d'enseignement moral et civique – EMC – en lien avec la transgression. À ce jour, ils disposent de quatre parcours conçus par les deux enseignants en fonction des situations rencontrées. Un parcours citoyen lié au respect, un parcours honnêteté, un parcours violence et un parcours vivre ensemble. Le document est composé de deux à trois ques-

tions qui mènent l'élève à réfléchir à son acte puis l'orientent vers la lecture d'un album *Max et Lili* ou à visionner une petite vidéo en lien avec le thème du parcours. Riche de ces différents éléments, l'élève est amené à comprendre les conséquences de ses actes et ses répercussions sur le groupe puis il en discute avec l'enseignant.

UNE ÉCOLE QUI REPREND LA MAIN

Dès le début de l'année, les règles sont discutées en classe et le parcours citoyen est présenté aux élèves ainsi qu'aux parents. Et cela fonctionne. Johann et Frédérique expliquent que les élèves semblent plus apaisés et ont développé un fort sentiment de justice, conscients que lorsque l'un d'entre eux ne respecte pas la règle, il y aura des conséquences. Et les enseignants aussi y trouvent leur compte, « *on ne s'emporte plus, on arrive à prendre de la distance et à ne pas sanctionner sous le coup de la colère* » explique Frédérique. Auparavant, les histoires étaient réglées à la sortie de l'école, parfois même par les parents. Aujourd'hui, l'école a repris la main sur toutes les incivilités et les gère en son sein. Alors, en effet, ce protocole rencontre ses limites avec certains élèves mais il empêche souvent les situations de dégénérer. En traitant posément les situations conflictuelles, les enseignants y apportent une forme de neutralité, dénuée d'affect. Comme le cas de F, qui dans la cour donne une claque à l'une de ses camarades. Le directeur l'interpelle calmement en lui demandant ce qui s'est passé. L'élève reconnaît son geste et accepte d'en discuter un peu plus tard. Un élève qui, il y a encore un an, aurait été pris d'une crise de colère difficile à gérer.

QUEL TYPE DE CHAHUTEUR ?

Qu'est-ce qu'un élève au comportement perturbateur ? Comment le reconnaître ? Comment le distinguer de ceux qui sont juste chahuteurs ? Quelle prise en charge est-il possible de mettre en place ? Autant de questions qui concernent chaque enseignant. Un guide de trois pages, ancienne ressource d'Éduscol, donne des pistes de réflexions intéressantes sur la gestion de ces élèves. **SUR SNUIPP.FR**
RUBRIQUE RESSOURCES / DES OUTILS POUR LA CLASSE.

FORMATION CLÉ EN MAIN

« *Gérer les élèves perturbateurs : mieux comprendre la difficulté des élèves pour pouvoir agir collectivement* ». C'est le titre d'un dossier à disposition des formateurs. Alternant observation dans l'école et animations pédagogiques, cette action de formation a le mérite de construire un parcours en relation directe avec les besoins propres de l'école où elle est dispensée tout en s'appuyant sur la recherche. **CENTRE-ALAIN-SAVARY.ENS-LYON.FR**



VIDÉO

Sébastien Pesce, professeur en sciences de l'éducation, est intervenu à la dernière Université

d'automne du SNUipp sur la prévention possible des situations de crise. Il avait également proposé, lors d'une conférence donnée à l'ESEN, une analyse de ces incidents ainsi que des pistes pour les traiter grâce à des gestes éducatifs. Ses propos y sont étayés par deux exemples. Une conférence à voir en ligne. **VU SUR : ESEN.EDUCATION.FR**

“Le comportement perturbateur est un grain de sable”

C'EST QUOI UN ÉLÈVE PERTURBATEUR ?

THIERRY TRONCIN : Il faut d'abord faire la distinction entre un enfant perturbé et un élève perturbateur. L'enfant perturbé relève des troubles de la conduite et du comportement et fait l'objet d'une reconnaissance de handicap qui ouvre des droits spécifiques. L'enfant perturbateur à l'école, lui, est un élève qui sème du désordre dans le temps et sur les lieux d'enseignement et pas nécessairement ailleurs. Il vient troubler le fonctionnement ordinaire de la classe par ses difficultés à se réguler. Il ne perçoit pas les conséquences de son comportement déviant sur son travail et celui des autres et il va avoir du mal à sortir d'un processus de répétition. La perturbation observée n'est que la partie émergée. Pour l'aider, il faut comprendre ce qui l'invite à avoir ce comportement. Des enfants s'ennuient en classe, d'autres ne comprennent pas les consignes de travail, sont déficitaires dans leur méthodologie de travail ou encore estiment qu'ils ont très peu de chance de réussir ce qui leur est demandé. Certains ne réussissent pas à trouver leur place dans le groupe et les raisons peuvent se cumuler. À l'origine de la plupart de ces comportements la question du sens est posée.

POURQUOI EST-CE SI DIFFICILE À GÉRER DANS LA CLASSE ?

T.T. : Le travail de l'enseignant est très complexe et demande de prendre souvent seul des décisions importantes parfois dans l'urgence. Il doit créer les conditions favorables pour faire apprendre dans un format quelquefois peu propice en termes d'effectifs, de locaux ou encore d'hétérogénéité des élèves. Le comportement perturbateur est un grain de sable. Ce n'est pas forcément grave mais la répétition vient enrayer les processus d'apprentissage, génère de la fatigue, de l'énerverment,

du désarroi. Cette accumulation rend la tâche lourde, difficile et épuisante et ces comportements peuvent même se diffuser dans le groupe auprès d'autres enfants fragilisés. De plus, les réponses à court terme ont souvent peu de chance de faire évoluer le comportement de l'enfant dans la durée.

POURRAIT-ON MIEUX S'Y PRENDRE ? QUELLES COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES DÉVELOPPER ?

T.T. : La première idée, c'est d'essayer de comprendre les mobiles et de percevoir les signes annonciateurs de tel ou tel comportement. Le cadre de travail doit être clair et bien identifié par l'enfant. Les attentes doivent être très explicites ainsi que les modalités de travail et d'aide qu'on peut accorder aux élèves. Quand l'enfant est perdu dans le fonctionnement, c'est propice au développement des comportements perturbateurs. Le deuxième conseil est que l'enseignant devienne le dernier recours dans la chaîne des aides pour éviter d'entrer tout de suite dans une relation duelle. On peut tenter par exemple d'installer un tuteurat en s'appuyant sur des enfants apaisés. La recherche d'intermédiaires peut permettre à l'enseignant de ne pas intervenir tout de suite et développer chez ces enfants la capacité à mieux se prendre en charge. Enfin, les séances d'apprentissage doivent s'organiser avec des moments de forte attention et d'autres qui les sollicitent moins cognitivement et psychologiquement. On peut également prévoir des activités de délestage, le

temps de se ressourcer pour revenir dans l'activité initiale.

QUELLES RESSOURCES PEUT-ON CONVOQUER POUR S'EN SORTIR ?

T.T. : Il faut accepter parfois d'être dans la difficulté sans avoir tout de suite les réponses appropriées. L'équipe éducative permet de porter un regard croisé sur l'ensemble des temps de la journée. L'idée est que chaque acteur puisse exprimer ce qu'il ressent. Une forme

Ce n'est pas forcément grave mais la répétition vient enrayer les processus d'apprentissage, génère de la fatigue, de l'énerverment, du désarroi.

d'analyse de la pratique pour tenter d'identifier l'origine des comportements déviants répétés comme par exemple lorsque la consigne est donnée collectivement ou quand l'élève doit s'engager

dans la tâche. Ensuite on peut échanger sur les réponses que l'on a testées pour trouver celles qui deviennent communes donc plus consistantes et qui permettront de faire le point plus tard. Cela permet

de déculpabiliser et de sortir de la solitude. Mettre sur la table toutes les compétences pour essayer de comprendre avant d'agir. Il faut aussi en dire quelque chose à l'enfant. Souvent on parle de l'enfant en dehors de lui et on oublie de le mettre dans la boucle. Enfin parfois il peut être nécessaire d'avoir un éclairage de la famille ou des membres du RASED.



BIO

Thierry TRONCIN
Docteur en sciences de l'éducation à l'ESPE de Bourgogne. Ses travaux de recherche portent notamment sur les processus de professionnalisation des enseignants inscrits en formation spécialisée ou encore sur l'analyse des perturbations comportementales en milieu scolaire.

casden 

La banque coopérative
de la Fonction publique

Isabelle, Ophélie, Gilles, Fatoumata

COMME NOUS, NOTRE BANQUE MISE SUR LE COLLECTIF

[#notrepointcommun](#)

Découvrez la CASDEN, la banque coopérative de la Fonction publique.
Elle a créé un système inédit d'épargne à Points* : l'épargne de tous
permet à chacun de réaliser ses projets.

Tous fonctionnaires au service du collectif

*Les Points cumulés dans le cadre du Programme 1,2,3 CASDEN sont comptabilisés chaque fin de mois.

CASDEN Banque Populaire - Société Anonyme Coopérative de Banque Populaire à capital variable. Siège social : 1 bis rue Jean Wiener 77420 Champs sur Marne - Siren n° 784 275 778 - RCS Meaux. Immatriculation ORIAS n° 07 027 338 - BpCE - Société anonyme à directeur et conseil de surveillance au capital de 157 697 890 €. Siège social : 50 avenue Pierre Mendès France - 75201 Paris Cedex 13. RCS PARIS n° 493 455 042. Immatriculation ORIAS n° 08 045 100. - Conception: INSIGN - Photographie: Roman Jehanno - La CASDEN remercie Isabelle, Ophélie, Gilles et Fatoumata d'avoir prêté leur visage à cette campagne.

casden.fr

01 64 80 64 80
Appel non surtaxé
Coût selon votre opérateur



Retrouvez-nous chez

BANQUE POPULAIRE 

MÉTIER & PRATIQUES

PAGE
22

Quelle
direction?

PAGE
25

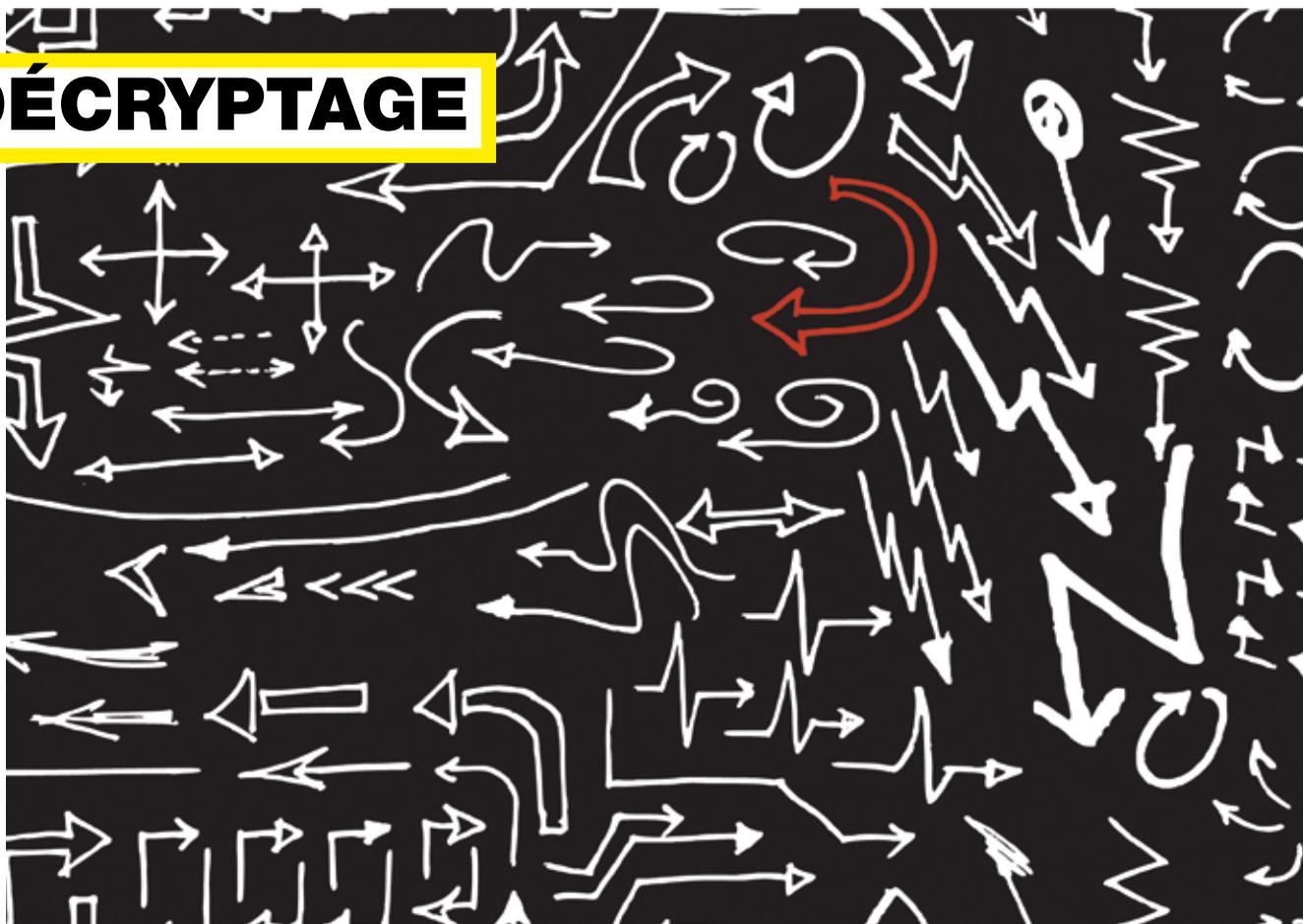
Claude Bourse,
président
de la FNAME

PAGE
26

14-18
dans le 19^e

QUELLE DIRECTION?

DÉCRYPTAGE



Toujours plus de tâches sans les moyens nécessaires, tel est le quotidien des directrices et directeurs d'école. Quelles pistes pour améliorer leur travail et lui redonner du sens ?

Déboussolés. Nombre de directeurs et directrices ont témoigné ces derniers mois de leur sentiment d'épuisement et de perte de sens dans leur travail, notamment lors des États généraux organisés au printemps dans les départements par le SNUipp-FSU avec une synthèse nationale le 27 septembre. En cause, l'inflation des tâches qui leur incombent. La majeure partie a une

classe et bénéficie selon la taille de l'école d'un temps de décharge, entre quatre jours annuels pour une classe unique à un mi-temps à partir de 10 classes en élémentaire, les décharges complètes restant minoritaires. Mais ce temps ne suffit jamais pour tout mener de front. Les missions de direction s'articulent autour de trois axes*. Tout d'abord la coordination pédagogique dont l'animation du conseil des maîtres ou l'élaboration du projet d'école. Ensuite, le fonctionnement de l'école, comme l'admission, la répartition des moyens ou encore la sécurité. Enfin, les relations avec les partenaires de l'école, parents, collectivités, services sociaux... Et derrière ce cadre apparemment très clair fourmille une multitude de gestes quotidiens, de la gestion d'une absence tôt le matin, à la réunion le soir en mairie, en passant par les équipes éducatives ou encore l'alerte intrusion à organiser, les mails, le téléphone. « Sur une journée de direction, mon temps maximum de travail sans être

interrompue ne dépasse pas 15 minutes », a calculé Pascale, directrice dans le Nord.

TRAITER LES URGENCES

D'où un sentiment de course après les temps : « On ne fait que traiter les urgences », déplore Céline dans l'Oise et « l'administratif prend le pas sur le reste », souligne Frédéric Grimaud, PE-chercheur, animateur d'un chantier travail dans les Bouches-du-Rhône. « Les personnels ne se reconnaissent plus dans ce qu'ils font. Ils ont pris une direction pour impulser des projets et ils se retrouvent à remplir des tableaux » souligne-t-il. Le travail de direction empiète bien souvent sur la classe ou le temps personnel, d'autant que les personnels en contrats aidés qui subsistaient pour aider les écoles ont perdu leur emploi en 2018. « Ils ont été mis dehors du jour au lendemain », déplore Étienne, dans les Côtes d'Armor. Enfin, les indemnités de direction,

revalorisées suite aux mobilisations syndicales restent modestes. Surfant sur le mal-être actuel, le gouvernement avance son idée d'un rapprochement avec le secondaire : création d'établissements primaires par fusion des écoles maternelles et élémentaires, comme le préconise le rapport parlementaire publié le 1^{er} août et création d'un statut hiérarchique du directeur, recruté sur un concours spécifique. Rémi, directeur à Argenteuil, fait partie de ceux qui s'interrogent « Est-ce qu'un statut permettrait de mieux reconnaître le travail de direction, d'avoir plus d'autorité ? ». Très vite il précise : « Je ne veux pas devenir un petit chef mais rester un professeur des

écoles directeur ». Pour le SNUipp-FSU, les projets qui se dessinent ne résoudraient en rien les difficultés actuelles. La transformation des écoles en établissements dirigés par un chef ne ferait que couper les directeurs du reste de l'équipe et des élèves. Il faut des moyens à la hauteur des besoins, une véritable aide au fonctionnement de l'école via des emplois statutaires, davantage de temps de décharge et de meilleures indemnités. Surtout, comme le rappelle Frédéric Grimaud, « il faut construire collectivement des normes professionnelles, ce que c'est qu'être directeur ou directrice d'école. »

LAURENCE GAIFFE *Référentiel métier des directeurs d'école paru au BO spécial n° 7 du 11 décembre 2014

23 000 contrats uniques d'insertion d'aide administrative ont été supprimés dans les écoles en 2017 et 2018.

83% des directeurs et directrices d'école considèrent que leurs conditions de travail se sont dégradées depuis quinze ans, selon l'étude de l'ancien inspecteur Georges Foinos et du psychiatre José Mario Horenstein parue début novembre.

c'est le pourcentage de directions entièrement déchargées en France. Un tiers ne bénéficie d'aucune décharge.

7% de rémunération supplémentaire moyenne des directeurs et directrices par rapport aux autres PE contre 40% dans les autres pays de l'OCDE (source « Regards sur l'éducation » 2018).

« GARDER DES DÉCISIONS COLLÉGIALES »

Jean Bouissonnie dirige une école de 17 classes à Aubervilliers (93). Déchargé de classe, il tient à sa relation aux élèves et à « faciliter les projets des collègues ». Pour lui « faire vivre le collectif n'est pas qu'une formule. Le conseil des maîtres est au cœur du fonctionnement de l'école ». Il craint qu'un statut hiérarchique n'oppose directeur et adjoints comme il l'observe lors des réunions avec le collège, « il est essentiel de garder des décisions collégiales car on les partage et on s'en sent responsables. »

« QUI VA TRAVAILLER 24 HEURES DE PLUS ? »

Alain, directeur d'une école de 11 classes, s'alarme de la suppression de son aide administrative : « La vie d'une école est une fine mécanique où chaque rouage est essentiel. Pouvez-vous me dire qui va travailler 24 heures par semaine en plus ? » Et d'énumérer toutes les tâches que ce personnel ne pourra plus l'aider à accomplir : prêt de la BCD, vérification des fiches, réponse au téléphone ou encore ouverture et fermeture du portail.

« NOYÉE SOUS LES MAILS »

Directrice d'une école de trois classes dans le village de Saint-Laurent en Haute-Savoie et maîtresse du CP-CE1, Corinne Journaud apprécie « l'animation d'équipe, comme l'organisation des décloisonnements l'après-midi ». Pour elle, le point noir « c'est d'être noyée sous les mails, les injonctions administratives qui arrivent sans tri, comme si tout était urgent, les rappels incessants, les données remplies sur une plateforme et qu'il faut encore renvoyer par messagerie ! »

Témoignages recueillis lors des États généraux de la direction d'école.



CLAUDE LELIÈVRE, historien

Y A-T-IL UNE PARTICULARITÉ FRANÇAISE DE LA DIRECTION D'ÉCOLE ?

« Au départ, sous la III^e République, il y avait un directeur d'un côté et de l'autre des adjoints, c'était très hiérarchisé. Le premier devait avoir un brevet supérieur et les autres un brevet simple, soit entre deux et trois années d'étude de différence. Il faut attendre 1908 pour la création officielle du conseil des maîtres et un partage du pouvoir sur des questions pédagogiques. C'est un élément très important, constitutif du corps des enseignants du primaire. On passe de l'idée d'un qui sait mieux que les autres qui n'ont plus qu'à obéir à une collaboration entre les maîtres. Il n'y a plus un directeur « petit père des peuples » mais un « pair parmi les pairs ». C'est une conquête de la profession qui a perduré jusqu'à maintenant.

COMMENT CE SYSTÈME « SANS CHEF » FONCTIONNE-T-IL ?

Cela fonctionne car la notion d'établissement n'existe pas, la moitié des écoles ont cinq classes ou moins. Ensuite parce que tous sont des enseignants polyvalents et cela donne une souplesse de fonctionnement. L'autre modèle, celui du secondaire, date de Napoléon avec une structure hiérarchique très forte qui sépare d'un côté l'administration et la coercition – le chef d'établissement, le CPE – et de l'autre l'enseignement. Loin de diminuer les tensions, ce fonctionnement les accentue car chacun estime que l'autre ne le considère pas. À chaque tentative de la droite d'imposer ce modèle, en 1977 ou 1987, il y a eu une forte opposition de la profession très attachée à sa liberté pédagogique et qui ne veut pas de petits chefs courroies de transmission du ministre. C'est encore plus le cas maintenant avec des professeurs des écoles à

haut niveau de recrutement.

COMMENT MIEUX RECONNAÎTRE LA DIRECTION ?

Il faudrait améliorer indemnités, temps de décharge, aide administrative mais aussi institutionnaliser des collèges de directeurs, des moments où ils sont rassemblés qui leur permettent d'échanger sur des situations et les solutions possibles. Ensuite, développer une authentique formation continue pour accompagner les changements d'école, de lieux, de lois. Il y a une confusion actuelle entre le besoin de valorisation et d'aide des directeurs et l'idée qu'un statut de chef d'établissement serait la solution. Une certaine idéologie de type libéral pense que les questions d'éducation peuvent se résoudre par la concurrence et le management. Au contraire, l'école a besoin de pédagogie, de collectif et de coopération. Pas d'une bureaucratie injonctive. PROPOS RECUEILLIS PAR L.G.

PADDY

LA PETITE SOURIS

Un film
d'une heure, idéal
pour les 3/7 ans
et les sorties
scolaires



Festival
International du Film
de Berlin

AU CINÉMA LE 05 DÉCEMBRE

Paris MÔMES

CitizenKid.com

CNC

le film
à
prix

www.lesfilmsdupreau.com

SDI
Société
de
Distribution
Internationale

Cofinancé par
l'Union Européenne



Creative
Europe
MEDIA

publie

Wakou

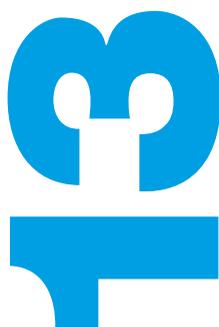
COURTS



DES {BILLES} DE SCIENCES

Introduction à la démarche d'investigation, mise en évidence de l'air, les circuits électriques, l'eau, les plantes... Ce sont les premières vidéos de la collection «Billes de sciences» déposées sur la nouvelle chaîne YouTube lancée par *La main à la pâte*. Une chaîne animée par des vidéastes scientifiques qui proposent dans un format court et accessible des expériences originales à faire en classe, suivies d'un

éclairage scientifique, à retrouver **SUR SNUIPP.FR, RUBRIQUE RESSOURCES / DES OUTILS POUR LA CLASSE**



C'EST LE NOMBRE D'ÉPISODES D'UNE NOUVELLE WEBSÉRIE «SALLE DES PROFS» créée par l'Autonome de solidarité, à destination des enseignants du primaire et du secondaire. Les saynètes jouées par des comédiens abordent sous forme de sitcom des questions importantes du métier: séparation des parents, surveillance, harcèlement...

SUR AUTONOME-SOLIDARITE.FR



UNE RENTRÉE DIFFICILE LE 5 NOVEMBRE pour les écoliers de plusieurs villages de l'Aude particulièrement touchés par les inondations du 15 octobre dernier. Malgré les travaux effectués ces dernières semaines, la maternelle de Conques sur Orbriel s'installe provisoirement dans des classes aménagées dans la mairie, tandis qu'une partie de l'élémentaire a pu être réhabilitée et accueillir ses élèves. À Puicheric, ce sont aussi des bâtiments communaux qui ont été aménagés et à Trèbes, les élèves du primaire s'installent provisoirement au collège.

CLAUDE BOURSE



Président de la FNAME*

1. QUELLE PLACE POUR LE MAÎTRE E ET LES RASSED DANS UNE ÉCOLE INCLUSIVE?

L'école inclusive concerne l'ensemble des élèves à besoins éducatifs particuliers. Les difficultés sont variées, complexes et nécessitent des regards croisés. Les enseignants spécialisés E et G sont des acteurs essentiels pour l'aide aux élèves et aussi aux enseignants. Aussi est-il nécessaire que les RASSED soient complets afin d'offrir des analyses plus précises et des aides les plus adaptées possibles aux difficultés des élèves. Notre travail collaboratif avec les équipes enseignantes permet de pouvoir induire des évolutions, des transformations pour répondre à l'ambition d'une école inclusive. Si l'école se veut inclusive elle doit s'en donner les moyens et les RASSED sont indispensables à une «inclusion bienveillante».

2. UN AN APRÈS LA MISE EN PLACE DU CAPPEI, QUEL BILAN?

On note une faiblesse des contenus qui sont généralement trop didactiques alors qu'un temps trop court est consacré aux modules de spécialisation. L'enquête que nous avons réalisée avec le collectif national RASSED montre une très grande disparité et un grand flou sur

l'organisation de la formation. Les stages MIN qui attribuent 100 heures de formation à faire dans les cinq années de sortie de CAPPEI sont encore loin d'être mis en place. Certains départements, faute de moyens, refusent des départs en stage et les intitulés ne sont pas adaptés aux demandes. Aussi, les «nouveaux E» ressentent des manques et apprécient grandement les actes de formation que la FNAME propose que ce soit nationalement ou localement.

3. QUELLES MODALITÉS D'INTERVENTION AUJOURD'HUI POUR L'AIDE À DOMINANTE PÉDAGOGIQUE?

Certaines difficultés scolaires nécessitent une remédiation à long terme où l'élève est un être à part entière qui a besoin d'être écouté et «enrôlé» pour l'amener sur le chemin de la réussite. Aussi est-il important de conserver la richesse de nos modalités d'intervention que ce soit dans les aides directes et indirectes aux élèves, dans la classe ou hors la classe en petits groupes, voire en individuel. Il n'y a pas de modalité à privilégier, l'enjeu est surtout d'intervenir de manière concertée. En ce sens nous pouvons remplir toutes les dimensions de personne-ressource vis-à-vis des équipes enseignantes et non pas un rôle de «pompier de service» tel que certains l'envisagent au sein des pôles ressources de circonscription.

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURENT BERNARDI

*Fédération nationale des associations de maîtres et maîtresses E



À PARIS

14-18 DANS LE 19^E

Des objets et des lieux, une manière très concrète d'aborder la 1^{ère} guerre mondiale pour les CM2 de l'école parisienne Simon Bolivar.

Lorsque l'on entre dans l'école Simon Bolivar à Paris, le regard est immédiatement attiré à droite par les drapeaux des pays des écoles qui participent au projet éducatif européen ERASMUS, puis à gauche par la plaque commémorative des enfants juifs de l'école et du quartier assassinés à Auschwitz. « Notre projet d'école comprend un parcours de citoyenneté du CP au CM2, avec des conseils d'élèves et un travail autour de la laïcité que nous fêtons le 9 décembre mais aussi d'autres commémorations », commence Laaldja Mahamdi, directrice de l'école. « Le premier axe de notre projet Erasmus des CM2 avec des écoles d'Italie, de Roumanie, d'Espagne et d'Angleterre c'est 'histoire et mémoire'. Nous accueillons d'ailleurs

une douzaine d'élèves pour la commémoration du 11 novembre où nous chanterons pour l'inauguration du Monument aux morts au cimetière du Père-Lachaise ».

DU VRAI, DU CONCRET

À l'occasion du centenaire de l'Armistice, la Ligue de l'enseignement a proposé un parcours croisé aux CM2 des écoles parisiennes. Et même s'il a fallu bousculer le programme d'histoire, les deux classes de l'école s'y sont inscrites. Sébastien Volkaert a intégré cette opportunité à son projet de classe sur la démocratie qu'il aborde par la dictature et la guerre. Le parcours commence justement ce matin par l'animation « Le petit musée de la grande guerre ». Clara Pascal, historienne de l'art, a conçu cette plongée au cœur de la guerre à travers la vie des poilus dans les tranchées, les efforts de guerre et les relations avec l'arrière. Des objets authentiques et « Louis, soldat de la grande guerre » journal illustré d'un poilu, édité par l'association CIDEM – civisme et démocratie. L'historienne donne quelques dates et raconte la grande histoire : l'archiduc François-Ferdinand et Sarajevo, la technique militaire de la tenaille ou le naufrage du Lusitania et

l'entrée en guerre des États-Unis. Mais aussi les petites histoires « Comment on reconnaissait les Allemands et les Français pendant les batailles ? » interroge Louis lançant une explication sur les différents uniformes et leur évolution. Noam affirme : « Certains soldats se tiraient dans la main car ils ne voulaient plus se battre ». Clara rebondit sur la guerre des tranchées, les rats et les poux, les mutineries, explique le terme poilu. Puis des groupes se forment et l'animatrice distribue les objets, des photos d'archive et des questionnaires qui permettront aux élèves de présenter leur objet au reste de la classe. Le bonnet de police ou calot « en feutrine, plus chaud et bien plus pratique que le képi », précise Jules. Nathanaël montre la boucle de ceinture et explique. « C'est une boucle allemande car il y a l'inscription 'Gott mit uns', c'est de l'allemand, et une couronne et des feuilles d'olivier ». Et l'animatrice d'expliquer la devise de l'armée allemande, le Kaiser Guillaume II et le rapport à l'Antiquité. Plus difficile de deviner la transformation de la douille d'obus en bouillotte ou que la lampe de poche avait été fabriquée pour récolter de l'argent lors d'une journée de l'amitié franco-britannique en 1917.

LA DÉMOCRATIE DANS TOUS LES ÉTATS

La Première guerre mondiale irrigue aussi un rallye-lecture, de l'expression orale ou un jogging d'écriture. L'enseignant

poursuivra le projet « démocratie » avec la visite de l'Assemblée nationale, du Sénat et d'une exposition « Justice et droits de l'Homme » à la

Conciergerie: « *Mon objectif ultime c'est que les élèves s'interrogent: en quoi est-il nécessaire de s'impliquer dans sa vie de citoyen pour vivre en paix, en démocratie et éviter la guerre* ». Hélène Lestonnat, enseignante-formatrice de l'autre CM2, férue d'histoire, a elle-même participé à l'écriture de manuels d'histoire-géographie*. Elle attend avec intérêt la suite du parcours. Pour elle, la visite guidée de la gare de l'Est, lieu emblématique de l'histoire des soldats ou le camp retranché de Paris dans les forêts domaniales de Montmorency, sont

“TRAVAILLER SUR LA GUERRE POUR CONSTRUIRE LA PAIX”

des propositions qui comme l'animation rendent l'histoire plus vivante. « *Il faut 'habiter' l'histoire, rendre tout cela plus concret car c'est très loin pour les élèves* », constate-t-elle. D'ailleurs, un

voyage dans la Somme est en projet. Elle poursuivra par un travail sur l'album de Pef *Zappe la guerre* et des compte-rendus de visites. « *Le programme d'histoire*

ouvre sur la littérature et offre de nombreuses pistes d'écriture », poursuit-elle. La Seconde guerre mondiale est aussi au programme des CM2. « *Nous travaillons et commémorons aussi ce qui s'est passé dans le quartier et pour les enfants lors de la 2^e guerre mondiale. L'année dernière certains sont allés à Berlin, d'autres sur les plages du débarquement. Il faut travailler sur la guerre pour construire la paix.* » conclut la directrice. VIRGINIE SOLUNTO

* Collection Odyssée – Belin CM1 2016 et CM2 2017



LAALDJA MAHAMDI, directrice d'école d'application. Elle a participé à la rédaction du livre présenté par Benoît Falaize « *Territoires vivants de la République* » – Éd. La Découverte (2018)

COMMENT INSCRIRE LA COMMÉMORATION DU 11 NOVEMBRE DANS LE PRÉSENT ?

“ Dans les écoles, commémorer le 11 novembre aujourd'hui s'inscrit dans une pédagogie de la paix et de la fraternité. Dans cette perspective il est difficile de déterminer ce que peut apporter la commémoration du 11 novembre, sauf à répéter des généralités morales

sur les méfaits de la guerre. C'est sans doute dans la dimension européenne d'une éducation à la paix qu'il faut chercher une actualité pour cette commémoration.

COMMENT ÉCLAIRER LE PRÉSENT AVEC LE PASSÉ ?

Pour mettre en œuvre une pédagogie adaptée, on s'interrogera sur les axes importants à traiter dans le respect des programmes, en tenant compte des avancées de la recherche historique et surtout, comme le souligne Benoît Falaize dans *Territoires vivants de la République*, en affrontant avec les élèves « *ce qui relève de notre passé commun y compris dans les pages les plus sombres en leur permettant de recontextualiser les faits* ». Ce travail vise à

renforcer notre vivre ensemble républicain et à comprendre notre société.

QUELS OUTILS UTILISER ?

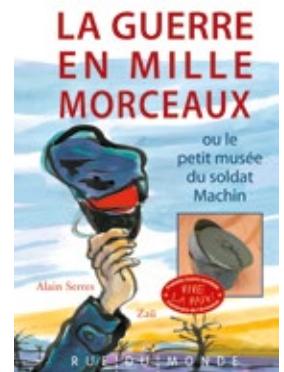
Il va de soi qu'il ne s'agit pas de traiter le sujet sur une seule séance, ce qui n'aurait aucun sens et serait contre productif. Les enseignants ont à s'outiller et à connaître leur sujet comme dans toute autre discipline. Ils peuvent inscrire leurs classes à des concours ou aux parcours académiques permettant aux enseignants de construire les savoirs de manière concrète. Dans mon établissement nous avons privilégié les rencontres, les témoignages, des parents, des élus, des associations pour rendre lisible notre histoire en complément au travail en classe. RECUEILLIS PAR V.S.

RESSOURCES

LA GUERRE EN MILLE MORCEAUX

Après *Zappe la guerre/Pef* ou *Maudite soit la guerre/Daenincks-PEF*, les éditions *Rue du Monde* viennent de sortir un album pour marquer les 100 ans de la paix. La Première guerre mondiale est racontée par un jeune poilu imaginaire à partir de 50 objets provenant des tranchées et du quotidien de ces années d'effroi. Le récit d'Alain Serres qui parle en creux de l'infini bonheur de vivre en paix est entremêlé de photographies légendées des objets et de dessins de scènes de vie de Zaü. Une sélection de titres pour parler de la guerre et de la paix avec les enfants est en ligne sur le site.

WWW.RUEDUMONDE.FR



MISSION CENTENAIRE

Sur le site de la Mission Centenaire 14-18, les services éducatifs proposent des ressources pédagogiques, des dossiers, des courts métrages, des webdocumentaires, des sites et des projets d'école autour de la guerre 14-18 et de la commémoration du centenaire.

CENTENAIRE.ORG

LE BLEUET
était la fleur emblématique de l'armée française pendant la Grande guerre, rappelant la couleur des uniformes.



740
c'est le nombre de soldats français exécutés pour rébellion.



800 000
hommes des colonies dont environ 600 000 soldats et 200 000 travailleurs ont participé au combat.



18,6
millions de morts : 9,7 millions de militaires et 8,9 millions de civils.



VIRGINE, AESH, dans l'école depuis cinq ans.

je la suis depuis plus de trois ans maintenant », précise Virginie. « Elle a des troubles de la mémoire, du mal à s'organiser, alors mon travail consiste à reformuler les consignes de la maîtresse, mettre du matériel à sa disposition, la rappeler à la tâche, parfois aussi à la prendre en vis-à-vis dans une salle à part pour stimuler sa concentration », détaille-t-elle. C'est un peu la même chose avec Michel, qu'elle accompagne depuis octobre dans son entrée difficile dans la lecture due à un retard de développement. Un travail que Nelly Donadey et Alexandra Raybaud, les enseignantes, organisent avec Virginie le matin ou à la pause méridienne puisqu'elles ne disposent pas de temps spécifique dédié à ça, ce qu'elles regrettent toutes les trois.

FIÈRE DE SON TRAVAIL

Les objectifs sont partagés : *« Aider les enfants dans leur travail, de telle ou telle manière en fonction de la tâche à accomplir, mais avec la perspective qu'ils s'autonomisent progressivement, qu'à terme, ils aient moins, ou plus besoin de cette aide »,* explique Virginie. Et puis il faut aussi faire en sorte qu'ils participent pleinement à la vie de classe. *« D'ailleurs, je ne suis pas toujours sur leur dos, il arrive fréquemment qu'à l'occasion d'une activité en atelier, j'aide les autres élèves ou que je prenne en charge un groupe pendant que l'enseignante se concentre sur un autre. »,* poursuit-elle. *« Et ça, c'est un vrai plus, soulignent Nelly et Alexandra, deux adultes référents dans la classe, ça change la vie. »* Virginie trouve son travail très valorisant, *« Avec Lisa, quand je vois d'où on est parties et ce qu'elle réussit aujourd'hui, je suis fière d'y avoir été pour quelque chose ! »* Pourtant, surtout depuis qu'il y a trois ans son contrat a été requalifié en AESH, elle aimerait bien enfin bénéficier d'une formation qualifiante. *« Il m'arrive toujours de me poser des questions, comment faire dans telle ou telle situation pour développer des gestes professionnels efficaces ? »* Elle attend. Comme elle attend la cédésation de son contrat qui lui permettrait de voir l'avenir plus sereinement. Même si 769,80€ mensuels comme salaire, ça ne fait vraiment pas lourd pour ce métier devenu indispensable aux écoles...

FRANCIS BARBE

*Les prénoms ont été changés.

ACCOMPAGNEMENT SUR MESURE

Son baccalauréat Maroquinerie en poche, Virginie Ginesy ne se destinait pas précisément à travailler avec des enfants. Elle envisageait même de se mettre à son compte et d'ouvrir une boutique. Mais finalement, après deux maternités et quelques années à s'occuper de ses bambins, elle a enchaîné les jobs dans l'aide à la personne, les centres de loisirs et les haltes garderies. Et il y a cinq ans, après un bilan de compétences concluant, Pôle emploi lui a proposé un poste d'AVS à l'école de Puget-Théniers dans le haut-pays niçois. Une opportunité

pour elle qui vit depuis longtemps dans ce même village et où ses enfants sont scolarisés. *« Et puis c'était rassurant, je connaissais l'école, les enseignantes »,* reconnaît-elle. *« Parce que je me posais beaucoup de questions, ne sachant trop comment m'y prendre avec les enfants que j'allais avoir, quels étaient leurs besoins. »* Mais elle a pris ses marques et depuis cinq ans, elle a accompagné plusieurs enfants en situation de handicap dans l'école. Cette année c'est auprès de Lisa*, élève de CM2, et de Michel* qui est en CP qu'elle travaille. *« Lisa, je la connais bien,*

QUESTIONS & RÉPONSES

Q: JE SUIS AESH ET JE SOUHAITE VOTER AUX PROCHAINES ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES, COMMENT FAIRE ?

R: Tous les agents titulaires ou non titulaires de l'Éducation nationale ont un NUMEN, qui correspond à leur identifiant pour l'administration ainsi qu'une adresse professionnelle. L'administration doit vous les communiquer. Si ce n'est pas le cas, il faut contacter le gestionnaire des personnels contractuels à la DSDEN.

Q: JE NE ME TROUVE PAS SUR LA LISTE ÉLECTORALE DES ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES ?

R: En cas d'anomalie ou d'omission, il est possible de signaler le problème jusqu'au 14 novembre sur votre espace électeur. Il faut se rendre dans la page « Liste électorale » et se servir du bouton en bas à droite « contester ». À partir du 14 novembre et jusqu'au 27 novembre, vous devez contacter la plate-forme académique dont le numéro figure sur la page « élections » du rectorat dont vous dépendez.

Q: J'UTILISE MON VÉHICULE PERSONNEL POUR LES BESOINS DU SERVICE, DOIS-JE FAIRE DES DÉMARCHES ?

R: Tout déplacement effectué pour les besoins du service, hors du trajet courant habitation/lieu de travail, quel que soit son objet (ex : mission ponctuelle, déplacement réguliers...) doit donner lieu à un ordre de mission ouvrant droit à des frais de déplacement. Une invitation ou une convocation par lettre, téléphone ou courriel ne dispense pas de la validation d'un ordre de mission. La délivrance

préalable d'une autorisation d'utiliser un véhicule personnel pour les besoins du service est obligatoire dès lors qu'aucun moyen de transport public de voyageurs n'est adapté au déplacement considéré. Dans ce cas, l'indemnisation s'effectue sur la base des indemnités kilométriques. Cette autorisation implique que l'agent ait souscrit au préalable une police d'assurance prenant en compte l'utilisation à des fins professionnelles. L'agent doit également solliciter l'autorisation préalable. Il est alors indemnisé sur la base du tarif de transport public de voyageurs le moins onéreux.

POUR TOUTES CES QUESTIONS CONTACTER LA SECTION DÉPARTEMENTALE DU SNUIPP-FSU.

KISA@TOU
Le mémento administratif du SNUipp-FSU

UNE QUESTION à laquelle vous n'avez pas la réponse ?
KISA@TOU vous oriente.

À retrouver sur
snuipp.fr



changer de département

JEUDI 15 NOVEMBRE 2018 à 12 heures (heure métropole)	Ouverture des inscriptions dans l'application S.I.A.M.
MARDI 4 DÉCEMBRE 2018 à 18 heures (heure métropole)	Clôture des inscriptions dans l'application S.I.A.M
À partir du MERCREDI 5 DÉCEMBRE 2018	Envoi des confirmations de demande de changement de département dans la boîte électronique I-Prof
LUNDI 17 DÉCEMBRE 2018 au plus tard	Retour des confirmations de demande de changement de département et des pièces justificatives dans les DSDEN (cachet de la Poste faisant foi)
JEUDI 31 JANVIER 2019 au plus tard	Date limite de réception par les services des demandes tardives pour rapprochement de conjoints ou des demandes de modifications de la situation familiale
Du VENDREDI 1^{ER} FÉVRIER 2019 au JEUDI 7 FÉVRIER 2019	Ouverture de l'application S.I.A.M aux enseignants pour la consultation des barèmes validés par le DASEN
LUNDI 4 MARS 2019	Diffusion des résultats

LE CALENDRIER DES PERMUTATIONS

Le calendrier prévisionnel des permutations informatisées doit faire l'objet d'une note de service mobilité d'un BO spécial qui n'est pas encore paru au bouclage de ce journal. Calcul de son barème, statistiques, constitution de son dossier au titre du rapprochement de conjoint ou du handicap, vérification des éléments retenus par l'administration, communication des résultats... Le SNUipp-FSU accompagne les enseignants à chaque étape de cette importante opération. Un e-dossier en ligne sera consultable sur le site des sections départementales du SNUipp-FSU à compter de mi-novembre.

par Marion Katak

LIVRES

Elzbieta, l'enfance en partage

Une grande dame de la littérature jeunesse nous a quittés le 8 octobre.

« *L'enfant et l'artiste habitent le même pays, une contrée sans frontières, un lieu de transformations et de métaphores où les mots vivent en vrac, se quittent, se rassemblent en troupes de hasard...* » C'est le pays qu'explorait la créatrice de *Flon-Flon et Musette*, disparue le 8 octobre. Elle laisse une œuvre d'une cinquantaine de livres empreints de mélancolie et de douceur. Chacun d'entre eux est construit comme une architecture, avec une recherche de rigueur et de grande simplicité. Son esthétique se voulait sobre : « *faire le plus avec le moins* », éviter le lyrisme et le débordement, alors

même qu'elle aborde des sujets graves comme l'abandon, la guerre ou la mort. Reconnaisant « *une part d'autobiographie* » dans tous ses livres, sa complicité avec les enfants l'amenait à « *essayer de les accrocher par ce [qui peut] les intéresser* ». Dans *L'enfance de l'art* elle explique sa démarche en gardant les secrets qui font la magie de ses illustrations. Sa conception de l'enfance parle aux enseignants : « *Pas plus que je n'estime la fleur n'être qu'un fruit inachevé et lacunaire, je ne conçois l'enfant comme étant une créature inaccomplie. Tout au contraire, j'estime l'enfant complet à chaque stade de son développement, à chaque instant de son existence.* » *L'écuyère* est l'histoire d'une enfant, abandonnée par une maman « *à une place* », qui ne veut pas d'un deuxième enfant. Titine grandit dans un

foyer pour enfants sans parents. Bien qu'aimée par les gens du cirque, il lui faut traverser de nombreuses épreuves avant de pouvoir les suivre. Les illustrations délicates en bandes horizontales sont accompagnées d'un texte plein de fantaisies, facteur de résilience. *Petit Fiston* est graphiquement proche, mais le cirque n'est plus un lieu d'accueil. Petit Fiston doit fuir, après la mort de la reine. Son errance est faite de rencontres qui font grandir. Comme ailleurs, la douceur des couleurs et du trait montre combien l'autrice aime profondément ses jeunes lecteurs, leur racontant des histoires difficiles sans perdre la poésie et l'espoir. Dans *Petit Gris*, il est question de pauvreté, de migration : Petit Gris et ses parents « *attrapent un jour la pauvreté* », et, sans papiers, se retrouvent à fuir sans cesse. Une histoire qui ne renvoie pas qu'à l'enfance de l'autrice sous le nazisme et qu'Elzbieta sait faire basculer du côté du conte. On peut se sortir d'une situation périlleuse grâce à l'imagination et... par la désobéissance ! De même, dans *Flon-Flon et Musette* « *La guerre était trop grande. Elle n'écouit personne.* » Elle sépare les deux enfants mais heureusement « *Un jour enfin on ne l'entendit plus.* » Encore une fois les couleurs pastel restent tendres comme les personnages. Merci Madame l'artiste.



- ▶ **L'ÉCUYÈRE**, Éd. Le Rouergue C3
- ▶ **PETIT FISTON**, Éd. Le Rouergue C3
- ▶ **PETIT GRIS**
Éd. L'École des Loisirs C2
- ▶ **FLON-FLON ET MUSETTE**
Éd. L'École des Loisirs C2
- ▶ **L'ENFANCE DE L'ART**
Éd. Le Rouergue, ouvrage de référence, pour adultes
- ▶ **ELZBIETA, LE LANGAGE DES CONTES**
Éd. Le Rouergue, Art / Jeunesse
Elzbieta nous dit sa fascination pour le conte, son imaginaire et son esthétique de l'implicite. Nourri de sa propre expérience créatrice, cet essai est aussi une promenade au pays de l'enfance, sur la façon dont les tout-petits "lisent" images et textes. Enrichi de vingt dessins originaux, c'est un ouvrage fascinant par son intelligence pour tous ceux, professionnels ou parents, intéressés par le livre pour enfant.

VISITE

Sous l'océan

Le sous-marin l'*Argonaute*, positionné Cité des sciences et de l'industrie à La Villette (75), est désormais doté de sa propre exposition permanente intitulée « Sous l'océan ». Son objectif est de « retracer la grande aventure des profondeurs » et d'inviter le visiteur à s'immerger dans le monde marin et ses mystères. Un parcours sensoriel pour écouter les sons comme à 2000 lieues sous les mers, une salle des expériences ou encore un simulateur de pilotage animent la visite, estimée à 1 heure. Dès 6 ans.

► CITE-SCIENCES.FR



© M. Ocelot

© N. Breton



CINÉMA

Dilili à Paris

C'est dans le Paris de la Belle époque que Michel Ocelot a choisi de situer l'histoire de Dilili, petite fille Kanake à qui l'on s'adresse par la phrase caricaturale « *toi comprendre moi ?* ». Un Paris blanc dans une époque où le racisme est omniprésent et que le réalisateur de *Kirikou* et *d'Azur et Azmar* met en scène dès la première image avec l'exhibition d'une famille noire, au jardin des plantes. Mais *Dilili* c'est aussi un film féministe puisque l'intrigue consistera pour l'héroïne à déjouer le terrifiant complot d'une bande de suprématistes masculins : les *Mâles-Maitres* qui enlèvent des petites filles. Les plans de *Dilili* à Paris sont composés à la fois de dessins originaux et de véritables photographies en prises de vues réelles, qui rappellent au spectateur que le cinéma est fondamentalement un art de lumières, d'images, de montage et de trucs. Dans ce road-trip policier, techniquement très maîtrisé, teinté de poésie et d'humanité, Michel Ocelot surprend une fois encore, affirmant ainsi ses talents de grand innovateur.

INTERVIEW

Michel Ocelot

POURQUOI LE CHOIX D'UNE HÉROÏNE ?

« Le livre noir de la condition des femmes », dirigé par Christine Ockrent. « La moitié du ciel », par Kristóf et Wudunn. C'est la réponse. Il suffit de lire les préfaces pour être secoué et se dire que c'est le sujet à traiter. Décidant de défendre les filles, je ne pouvais que choisir comme héros une fille.

QUEL SENS A POUR VOUS D'AVOIR SITUÉ L'HISTOIRE À LA BELLE ÉPOQUE ?

Le point de départ était

simplement de jolis costumes... Mais, avec quelque effarement, je suis tombé dans une civilisation positive et particulièrement brillante, les hommes et les femmes ensemble, un antidote aux abominations contre femmes et filles.

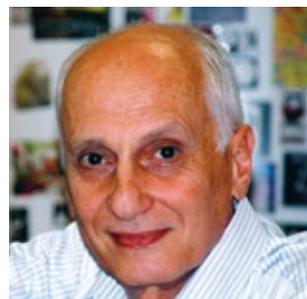
POURQUOI UNE PETITE KANAKE ?

J'avais une petite gêne devant Paris à la Belle époque : c'était un lieu bien cosmopolite, mais limité aux « blanchâtres ». Je me suis appliqué à introduire quelques

représentants d'ailleurs. Une des nombreuses grandes figures de l'époque était Louise Michel, qui m'a conduit jusqu'en Nouvelle-Calédonie. J'en ai ramené une de ses petites élèves.

QUELS LIENS FAITES-VOUS ENTRE VOS FILMS ET L'ÉCOLE, OU ENTRE VOS FILMS ET L'ENSEIGNEMENT ?

Je n'ai aucun calcul à cet endroit, je fais un film du mieux que je peux, pour tout le monde. Mais je sais que c'est la transmission de millénaires de civilisation qui nous distingue des animaux, et je sais qu'une



© M. Ocelot

partie de mon public est très jeune, dans l'état où on emmagasine le plus ces informations. J'ai soin d'en donner le maximum. J'ai aussi observé qu'il n'y avait pas à se faire comprendre des enfants. Ils comprennent une partie, en devinent une autre, et emmagasinent une troisième pour plus tard. En tout cas, je donne toutes mes bonnes adresses.

À VOUS LES CHÈQUES-VACANCES !



Actifs ou retraités de la fonction publique de l'État, **épargnez quelques mois** et bénéficiez d'une **bonification de l'État**.

Une bonification de **35%** pour les - de 30 ans

Profitez pleinement de vos **Chèques-Vacances** auprès des **208 000 professionnels du tourisme et des loisirs**.

Et avec **e-Chèque-Vacances** vous pouvez désormais régler vos prestations sur internet.



Pour toute information :

> sur le site Internet : www.fonctionpublique-chequesvacances.fr

> par téléphone : **0 806 80 20 15** Service gratuit + prix appel



Retraite : le travail à l'infini

Le gouvernement a réuni les partenaires sociaux le 10 octobre. Il s'agissait, de présenter les grandes lignes du projet du futur système « universel » de retraite que la FSU continue de dénoncer. Comme Macron l'avait annoncé dans sa campagne, « un euro cotisé donne les mêmes droits, quel que soit le montant où il a été versé, quel que soit le statut de celui qui a cotisé ». Il s'agira d'un système en points et non plus en annuités que les assurés accumuleront tout au long de leur carrière. Aujourd'hui, seules sont prises en compte les 25 meilleures années pour les salariés du privé, les six derniers mois pour ceux du public. Malgré les mécanismes différents de ces

deux régimes, les experts du COR* ont constaté un taux de remplacement identique. Avec le nouveau projet en apparence équitable, les salariés cotiseront sans garantie sur le niveau de leur pension puisqu'il n'y aura pas de taux de remplacement (rapport entre la pension et le salaire) prévu à l'avance. Alors que le montant des retraites représente 14% du PIB – un plafond pour le gouvernement –, que la valeur du point sera fixée chaque année de manière à équilibrer les finances des caisses de retraite, comment imaginer maintenir le niveau des pensions quand on sait que la part des retraités dans la population va augmenter ?

DES RETRAITÉS PLUS PAUVRES

Les solidarités sont également interrogées quand Jean-Paul Delevoye, haut commissaire à la réforme des retraites annonce « si vous avez une belle carrière, vous avez une belle retraite, si vous avez une moins belle carrière, vous avez une moins belle retraite ». Comment cette « solidarité renforcée » prendra-t-elle en compte, à budget constant, les interruptions d'activités liées aux aléas de carrière ou de vie, les carrières longues, les métiers pénibles ou le handicap, les inégalités entre les hommes et les femmes ou encore garantir les pensions de réversion ? Si le gouvernement se targue de ne pas repousser l'âge de départ à la retraite, il passe sous silence la décote temporaire des complémentaires qui va s'appliquer à partir de 2019 pendant trois ans si l'on part avant 63 ans. Il faudrait travailler plus longtemps pour survivre avec le système qui se dessine ou se tourner vers l'épargne individuelle pour ceux qui en auront les moyens. VIRGINIE SOLUNTO.

*Conseil d'orientation des retraites



BEAUCOUP DE PERDANTS et particulièrement les femmes.

“Violence: ne pas être seul”



© Mira/NAJA

#PasDeVague, qui a suivi les violences dans un lycée de Créteil, met en lumière la malaise qui pèse sur l'école. Selon Éric Debarbieux, la réponse sécuritaire ne répond pas à l'essentiel du problème.

QUE VOUS INSPIRENT LES ANNONCES MINISTÉRIELLES ?

ÉRIC DEBARBIEUX : Tous les plans pour lutter contre la violence à l'école ont été vers un renforcement sécuritaire. L'opinion a envie d'entendre un tel discours. Mais la violence à l'école n'est pas une violence d'intrusion. Elle a lieu plutôt dans la relation pédagogique ou éducative ordinaire. 95% de ces faits sont commis par des élèves à l'intérieur des établissements. S'il est important de travailler avec la police ou la gendarmerie, toutes les solutions en termes de patrouille ou de vidéosurveillance ne régleront qu'une très faible partie du problème ou pas du tout. De plus, cela peut renforcer certains comportements. Le sentiment d'un mépris social, d'une méfiance par rapport à un quartier ou aux familles, peut être crimogène.

QUE RÉVÈLE #PASDEVAGUE ?

É.D. : Une tension extrême dans les équipes et un système pyramidal qui ne fonctionne plus. Le sentiment d'éloigne-

ment de la base est fort et il est renforcé par les effets d'annonces continuelles. Chacun veut apposer sa marque et une réforme chasse l'autre. 62% des personnels de l'Éducation nationale disent qu'ils ne se sentent pas du tout respectés par la hiérarchie, seulement 24% par les IEN dans le premier degré. C'est bien la gouvernance de l'Éducation nationale qui est l'enjeu essentiel. Les enquêtes ont montré aussi une aggravation des conflits d'équipe qui tourne autour d'une contrainte, pas véritablement posée, et d'un double discours : «Vous êtes libres, mais en réalité vous êtes libres de faire ce que je veux».

QU'EN EST-IL DANS LE PRIMAIRE ?

É.D. : On est dans l'illusion en faisant croire que le primaire va bien. J'ai rencontré des gens en vraie souffrance et pas que dans l'urbain sensible. Le primaire est touché à plusieurs niveaux. On exagère les agressions par les parents qui représentent moins de 1% des agressions physiques. Par contre la priorité des priorités concerne les élèves qui sont plus difficiles parfois ou plus compliqués que les autres ou ceux dont on ne parle pas dans les textes, les enfants à troubles de comportements graves, agressifs. Ils ne sont pas réellement pris en compte et les enseignants se trouvent totalement démunis pour les aider.

“Du bien-être collectif des adultes dépend aussi le bien-être collectif des élèves.”

POURQUOI LA PUNITION NE SERT-ELLE À RIEN ?

É.D. : Si on prend la punition d'un point de vue idéologique, on ne pose pas vraiment le problème. Et cette question n'est jamais posée en formation. On n'a aucune idée de ce que c'est la réelle discipline, c'est à dire une auto-discipline.

Souvent les enfants disent que les punitions sont injustes et la première conséquence est qu'on construit la violence, en particulier celle des garçons, qui a des conséquences négatives en termes d'échec et de décrochage scolaires. Il n'y a pas une solution miracle mais d'autres manières de faire qui permettent peut-être d'aller un petit peu ailleurs.

QUELLES SONT LES RÉPONSES À APPORTER ?

É.D. : Avant tout, plutôt que des moyens pour la répression, on pourrait avoir beaucoup plus de personnels, de type psychologues par exemple. Ensuite, c'est le travail en équipe et une confiance collective dans les équipes d'adultes. La vraie

protection situationnelle, c'est de ne pas être seul. Si je me replie dans ma classe, j'ai beaucoup plus de risques. La recherche montre que du bien-être collectif des adultes dépend aussi le bien-être collectif des élèves. Mais ça signifie aussi un sacré remue-ménage dans la manière de considérer la direction d'une école : une approche collective systémique dans le cli-

BIO Éric

Debarbieux, professeur émérite à l'université Paris Est Créteil. Il a été éducateur et enseignant auprès de jeunes en grande difficulté. Il est l'un des spécialistes de la violence à l'école. Il fut aussi délégué ministériel chargé de la prévention et de la lutte contre ces violences. Il vient de publier «L'impasse de la punition à l'école : des solutions alternatives en classe» (A. Colin, 2018)

mat scolaire, pas celui qui descendrait du haut avec des circulaires, mais quelque chose qui se construit à la base avec des alliés possibles et sans coupure avec le quartier, avec les parents. Mais gérer les problèmes de discipline courante, on en parle jamais dans la formation. C'est le combat majeur à mener non pas avec une conférence, mais avec de véritables projets de formation collectifs, du temps pour réfléchir à l'importance de la coopération, de l'auto-organisation et de la co-organisation du groupe, de la parole et de la place des enfants, tout simplement.

PROPOS RECUEILLIS PAR VIRGINIE SOLUNTO

**LA BANQUE
DU MONDE
DE L'ÉDUCATION**



Crédit : plainpicture/Fancy Images/Maskot/OJO.



MA BANQUE EST DIFFÉRENTE, CEUX QUI LA GÈRENT SONT COMME MOI.

UNE BANQUE CRÉÉE PAR DES COLLÈGUES, ÇA CHANGE TOUT.

Créé il y a plus d'un demi-siècle par des enseignants pour leurs collègues, le CME reste fidèle à ses fondements mutualistes. Il place depuis toujours le client-sociétaire au centre de ses préoccupations. Ainsi chaque client a la possibilité de souscrire une part sociale qui le rend sociétaire. Et chaque sociétaire est copropriétaire de son CME. C'est ce qui lui donne le droit d'élire ses représentants bénévoles aux instances de décisions lors de l'Assemblée générale et ainsi d'être acteur des grandes orientations de sa banque.

Crédit  Mutuel
Enseignant

MÊME POUR SARAH, ENSEIGNANTE, LES RISQUES DU QUOTIDIEN NE MANQUENT JAMAIS À L'APPEL.

ASSURANCE PROFESSIONNELLE
VÉHICULE PERSONNEL ASSURÉ
AUSSI LORS DES DÉPLACEMENTS PROFESSIONNELS*

OFFRE RÉSERVÉE AUX MÉTIERS DE L'ENSEIGNEMENT
-10% SUR LES CONTRATS D'ASSURANCE AUTO**

**GMF 1^{ER} ASSUREUR
DES AGENTS DU SERVICE PUBLIC**



ASSURÉMENT HUMAIN

GMF 1^{er} assureur des agents du service public : selon une étude Kantar TNS de mars 2017.

*Pour les agents fonctionnaires en cas d'usage du véhicule privé - trajet/travail avec l'extension « déplacements professionnels ».

**Offre réservée aux personnels des métiers de l'enseignement. Remise de 10% sur le montant de la 1^{re} cotisation annuelle, pour toute souscription d'un contrat d'assurance AUTO PASS. Offre valable jusqu'au 31/12/2018, non cumulable avec toute offre promotionnelle en cours.

Pour connaître les conditions et limites des garanties de notre contrat AUTO PASS, contactez votre agence GMF ou téléphonez au 0 970 809 809 (n° non surtaxé, du lundi au samedi de 8h à 20h). Les Conditions Générales et la convention d'assistance de ce contrat sont consultables sur gmf.fr

LA GARANTIE MUTUELLE DES FONCTIONNAIRES et employés de l'État et des services publics et assimilés - Société d'assurance mutuelle - Entreprise régie par le Code des assurances - 775 691 140 R.C.S. Nanterre - APE 6512Z - Siège social : 148 rue Anatole France - 92300 Levallois-Perret et sa filiale GMF ASSURANCES. Adresse postale : 45930 Orléans Cedex 9.